



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 juillet 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 17th, 1954

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1954.

Québec, le 14 juin 1954.

L'Imprimeur de la Reine,
 37430-25-11-o RÉDEMPTI PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1954.

Québec, June 14, 1954.

REDEMPTI PARADIS,
 37430-25-11-o Queen's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
36322 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
36322 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11486-54)

Alcar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat, conseil de la Reine, Morris Shuter, gérant de bureau, tous deux de Montréal, Louis Feigenbaum, de Ville St-Laurent, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, ces deux

Letters Patent

(A.G. 11486-54)

Alcar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1954, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate, Queen's Counsel, Morris Shuter, office manager, both of Montreal, Louis Feigenbaum, of the Town of St. Laurent, Hyman Solomon, of the Town of Mount Royal, the two

derniers avocats, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme exploitants d'allées de quilles et autres moyens de récréation, et exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Alcar Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 60 Ave. Mont-Royal, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11457-54)

Beverage Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Ben Schechter, avocat, Margaret McMartin, fille majeure, Raymonde Lutterman, veuve, ces deux derniers commis, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de breuvages non alcooliques, sous le nom de "Beverage Distributors Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune, et en 100 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11394-54)

Boulangerie Georges Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1954, constituant en corporation: Philias Fortier, Georges Luc, Marian Fortier, Claude Fortier, boulangers, de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et de fabricants de biscuits, sous le nom de "Boulangerie Georges Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune, et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 222, rue St-Michel, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11077-54)

Broadway Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1954, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Ethel Yussem,

latter advocates, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as operators of bowling-alleys and other recreational activities, and engage in the operations of a holding and investment company, under the name of "Alcar Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 60 Mount Royal Avenue, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11457-54)

Beverage Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June 1954, incorporating: Ben Schechter, advocate, Margaret McMartin, spinster, Raymonde Lutterman, widow, the latter two clerks, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in non-alcoholic beverages, under the name of "Beverage Distributors Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, 1,000 preferred class "A" shares of a par value of \$10 each, and into 100 preferred class "B" shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11394-54)

Boulangerie Georges Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1954, incorporating: Philias Fortier, Georges Luc, Marian Fortier, Claude Fortier, bakers, of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To carry on the business of bakers, confectioners and biscuit manufacturers under the name of "Boulangerie Georges Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 150 common shares of \$100 each, and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 222 St. Michael Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11077-54)

Broadway Properties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1954, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Ethel Yussem, secretary, fille majeure,

secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Benjamin Robinson, C.R., avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de "Broadway Properties Ltd.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11468-54)

Bronzoni Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et d'articles d'utilité domestique, sous le nom de "Bronzoni Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1456 avenue Union, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11513-54)

Ceedee Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1954, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Mildred Brown, Ethel Schwisberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de matériaux de construction, sous le nom de "Ceedee Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11151-54)

Crown Securities Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1954, constituant en corporation: Gabrielle Lachapelle, Andrée Bourdon, Georgette Choquette, filles majeures, sténographes, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

both of Montreal, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, Benjamin Robinson, Q.C., advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company, under the name of "Broadway Properties Ltd.", with a total capital stock of \$150,000 divided into 5,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this June first 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11468-54)

Bronzoni Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, spinster, both of Montreal, Cyril E. Schwisberg advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and articles of domestic utility, under the name of "Bronzoni Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1456 Union Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11513-54)

Ceedee Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1954, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Mildred Brown, Ethel Schwisberg, spinsters, secretaries, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and building materials under the name of "Ceedee Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11151-54)

Crown Securities Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1954, incorporating: Gabrielle Lachapelle, Andrée Bourdon, Georgette Choquette, spinsters, stenographers, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer les opérations de courtier en valeurs mobilières, sous le nom de "Crown Securities Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

To operate as a broker in transferable securities, under the name of "Crown Securities Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 shares of a par value of \$1 each and into 2,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eight day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11502-54)

Danis & Parent Limitée
Danis & Parent Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1954, constituant en corporation: Armand Parent, manufacturier, de Longueuil, Claude Picard, avocat, de Montréal, Roger Picard, comptable, de Ville Jacques-Cartier, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pierre, sous le nom de "Danis & Parent Limitée — Danis & Parent Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7995, 14e ave, Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11502-54)

Danis & Parent Limitée
Danis & Parent Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1954, incorporating: Armand Parent, manufacturer, of Longueuil, Claude Picard, advocate, of Montreal, Roger Picard, accountant, of Ville Jacques-Cartier, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in stone, under the name of "Danis & Parent Limitée — Danis & Parent Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7995 14th Avenue, Ville St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11411-54)

Davis Knitting Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1954, constituant en corporation: Reuben Spector, Moses Moscovitch, avocats, Irving L. Adessky, étudiant, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tricotés et produits textiles, sous le nom de "Davis Knitting Mills Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune, et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 rue Ste-Catherine Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11411-54)

Davis Knitting Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1954, incorporating: Reuben Spector, Moses Moscovitch, advocates, Irving L. Adessky, student, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in knitting and textile products, under the name of "Davis Knitting Mills Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1000 common shares of a par value of \$10 each, and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1010 Ste-Catherine Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11316-54)

Delisle Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1954, constituant en corporation: Lucien Delisle, Marcel Delisle, Gilles Delisle, garagistes, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 11316-54)

Delisle Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1954, incorporating: Lucien Delisle, Marcel Delisle, Gilles Delisle, garage-keepers, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Delisle Automobiles Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 2815, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

To manufacture and deal in motor vehicles and carry on as garage-keepers, under the name of "Delisle Automobiles Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 2815 Sherbrooke Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11490-54)

Eddy May Children's Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Conrad Shatner, Harry Blank, avocats, Gloria Williams, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Eddy May Children's Wear Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100, et en 100 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11490-54)

Eddy May Children's Wear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1954, incorporating: Conrad Shatner, Harry Blank, advocates, Gloria Williams, secretary, spinster, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Eddy May Children's Wear Ltd.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each, and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11493-54)

Électro-Liturgique Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Armand Hébert, homme d'affaires, Marjorie White, comptable, fille majeure, Yves Lapierre, gérant, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la construction en général et exercer le commerce d'immeubles et de matériaux de construction sous le nom de "Électro-Liturgique Construction Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4650, Ave Jeanne d'Arc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11493-54)

Électro-Liturgique Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1954, incorporating: Armand Hébert, business man, Marjorie White, accountant, spinster, Yves Lapierre, manager, all of Montréal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in general construction and deal in real estate and building materials under the name of "Électro-Liturgique Construction Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 4650 Jeanne d'Arc Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11476-54)

Erko Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1954, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, avocats, tous deux de Montréal, Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 11476-54)

Erko Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1954, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, advocates, both of Montreal, Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière et de développement, sous le nom de "Erko Development Corporation", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune, et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11510-54)

Giftware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1954, constituant en corporation: Jean-Paul Ste-Marie, avocat, Monique Bordeleau, sténographe, célibataire, tous deux de Montréal, Mariette DesRosiers, sténographe, célibataire, de ville La Salle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de jouets, nouveautés, meubles et mobiliers, quincaillerie et ferronnerie, spécialités de bois ou de métal, sous le nom de "Giftware Inc.", avec un capital divisé en 8,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11481-54)

Hibbard & Davies Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1954, constituant en corporation: Roland C. Hibbard, Stanley Davies, ingénieurs, de Ville Mont-Royal, Max S. Kaufman, avocat, de Westmount, Joseph R. Hoffman, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles et accessoires de machineries, sous le nom de "Hibbard & Davies Corporation", avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune, et 50 actions Classe "A" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11456-54)

Homes & Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1954, constituant en corporation: C.-Maurice Raymond, financier, Barbara Maloney Raymond, ménagère, épouse séparée de biens dudit C.-Maurice Raymond, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Ville

To carry on the operations of a real estate and development company, under the name of "Erko Development Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11510-54)

Giftware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1954, incorporating: Jean-Paul Ste-Marie, advocate, Monique Bordeleau, stenographer, spinster, both of Montreal, Mariette DesRosiers, stenographer, spinster, of ville La Salle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture and household furniture, hardware and ironware, wood or metal specialties, under the name of "Giftware Inc.", with a capital stock divided into 8,000 shares of no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11481-54)

Hibbard & Davies Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1954, incorporating: Roland C. Hibbard, Stanley Davies, engineers, of the town of Mount Royal, Max S. Kaufman, advocate, of Westmount, Joseph R. Hoffman, advocate of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles and accessories for machinery, under the name of "Hibbard & Davies Corporation", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 450 preferred shares of \$100 each, and 50 class "A" shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11456-54)

Homes & Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1954, incorporating: C. Maurice Raymond, financier, Barbara Maloney Raymond, housewife, wife separate as to property of the said C. Maurice Raymond, and duly authorized by the latter for these present purposes, of the

Mont-Royal, J.-Lorenzo Langlois, entrepreneur en construction, de St-Lambert, tous trois du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Homes & Gardens Inc.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 2,250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7, Boulevard Taschereau, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11470-54)

Imperial Mops & Brooms Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Wilfrid Verdon, manufacturier, Hélène Murphy Verdon, ménagère, épouse commune en biens dudit Wilfrid Verdon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Pierrette Verdon Crépeau, ménagère, épouse séparée de biens de Emmanuel Crépeau, tous trois de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de balais, vadrouilles et autres articles semblables, sous le nom de "Imperial Mops & Brooms Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8326, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11694-54)

Imprimerie du Saint-Laurent Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1954, constituant en corporation: Gilles Paré, éditeur, Maurice Paré, imprimeur, Marthe Paré, sténographe, fille majeure, tous trois de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Imprimerie du Saint-Laurent Ltée.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune, et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11430-54)

La Bijouterie Pa-Ro, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

town of Mount-Royal, J. Lorenzo Langlois, building contractor, of St-Lambert, all three of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Homes & Gardens Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, and into 2,250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 7 Taschereau Boulevard, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11470-54)

Imperial Mops & Brooms Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1954, incorporating: Wilfrid Verdon, manufacturer, Hélène Murphy Verdon, housewife, wife common as to property of the said Wilfrid Verdon, and duly authorized by the latter for these present purposes, Pierrette Verdon Crépeau, housewife, wife separate as to property of Emmanuel Crépeau, all three of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in brooms, mops and other similar articles, under the name of "Imperial Mops & Brooms Ltd", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8326 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11694-54)

Imprimerie du Saint-Laurent Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1954, incorporating: Gilles Paré, editor, Maurice Paré, printer, Marthe Paré, stenographer, fille majeure, all three of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on business as printers and editors, under the name of "Imprimerie du Saint-Laurent Ltée.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11430-54)

La Bijouterie Pa-Ro, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1954, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, Luc Geoffroy, avocats, Yves Masson, secrétaire, tous trois de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la bijouterie, sous le nom de "La Bijouterie Pa-Ro, Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5067, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11526-54)

Les Constructions St-Jacques Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1954, constituant en corporation: Louis-Philippe Pelletier, menuisier, d'Ancienne-Lorette, Raymond Cossette, notaire, Simone Fraser-Cossette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Cossette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Québec, tous trois du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Les Constructions St-Jacques Ltée.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11285-54)

Les Entreprises d'Habitation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Gérard Gaudry, industriel, du village de Ste-Anne de Chicoutimi, Marcel Gauthier, industriel, J.-Ovila Boulianne, comptable, de Chicoutimi, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs en général et exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Entreprises D'Habitation Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11319-54)

Les Trois Canards Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1954, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, de Longueuil, Roger

Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1954, incorporating: Maurice-S. Hébert, Luc Geoffroy, advocates, Yves Masson, secretary, all three of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of, and deal in jewelry, under the name of "La Bijouterie Pa-Ro, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 5067 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11526-54)

Les Constructions St-Jacques Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1954, incorporating: Louis-Philippe Pelletier, joiner, of Ancienne Lorette, Raymond Cossette, notary, Simone Fraser-Cossette, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of the said Raymond Cossette, and duly authorized by him for these purposes, of Quebec, all three of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Les Constructions St-Jacques Ltée.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11285-54)

Les Entreprises d'Habitation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1954, incorporating: Gérard Gaudry, industrialist, of the village of Ste-Anne de Chicoutimi, Marcel Gauthier, industrialist, J. Ovila Boulianne, accountant, of Chicoutimi, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as builders in general, and to deal in real estate, under the name of "Les Entreprises D'Habitation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this June ninth 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11319-54)

Les Trois Canards Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1954, incorporating: Pothier Ferland, advocate, of Longueuil, Roger Craig,

Craig, avocat, d'Outremont, Madelène Paradis, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce de restaurant, d'hôtellerie et d'auberge, sous le nom de "Les Trois Canards Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11406-54)

Mammy's Laundry & Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1954, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil de la Reine et avocat, Maurice J. Boxer, avocat, Mary Conner, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers et nettoyeurs, sous le nom de "Mammy's Laundry & Cleaners Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11509-54)

Matane Building Supplies Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1954, constituant en corporation: Elizabeth Pennington, Huguette Morin, secrétaires, filles majeures, de Québec, Thérèse Sirois, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Matane Building Supplies Ltd", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, (édifice de la gare), district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11343-54)

Napoléon Trudel & Fils, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1954, constituant en corporation: Joseph Trudel, industriel, Lauretta Caron Trudel, ménagère, épouse dudit Joseph Trudel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Paul Trudel, comptable tous de St-Irénée, dis-

advocate, of Outremount, Madelène Paradis, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in the restaurant, hotel and inn-keeping business under the name of "Les Trois Canards Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 1000 common shares of a par value of \$1 each and into 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11406-54)

Mammy's Laundry & Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1954, incorporating: Ben Bernstein, Queen's Counsel and advocate, Maurice J. Boxer, advocate, Mary Conner, secretary, spinster, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as laundrymen and cleaners, under the name of "Mammy's Laundry & Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11509-54)

Matane Building Supplies Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1954, incorporating: Elizabeth Pennington, Huguette Morin, secretaries, spinsters, of Québec, Thérèse Sirois, secretary, spinster, of Lauzon, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials, under the name of "Matane Building Supplies Ltd", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Matane, Railroad Station Building, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11343-54)

Napoléon Trudel & Fils, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1954, incorporating: Joseph Trudel, industrialist, Lauretta Caron Trudel, housewife of the said Joseph Trudel, and duly authorized by the latter for the purposes of these presents, Paul Trudel, accountant, all of St-Irénée,

trict judiciaire du Saguenay, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur général en construction, sous le nom de "Napoléon Trudel & Fils, Inc.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 3,000 actions communes de \$100 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Irénée, district judiciaire du Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11473-54)

Original Garment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1954, constituant en corporation: Nathan Chaikofsky, Issie Verbitt, manufacturiers, Anne Moss, ménagère, épouse séparée de biens de Archie Moss, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Original Garment Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4271 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11534-54)

Plaza Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1954, constituant en corporation: David Bernstein, entrepreneur, Joseph Nowak, gérant, David Lloyd Hart, comptable, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles comme agents, courtiers, évaluateurs et promoteurs d'entreprises immobilières, sous le nom de "Plaza Realty Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune, et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11330-54)

P M L Film Productions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1954, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, avocat, de Ville Mont-Royal, William P. Keating, avocat, de Westmount,

judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To operate as a general contractor, under the name of "Napoléon Trudel & Fils, Inc.", with a total capital stock of \$500,000 divided into 3,000 common shares of \$100 each, and into 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Irénée, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11473-54)

Original Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1954, incorporating: Nathan Chaikofsky, Issie Verbitt, manufacturers, Anne Moss, housewife, wife separate as to property of Archie Moss, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in garments, under the name of "Original Garment Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4271 Boulevard St-Laurent, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11534-54)

Plaza Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June 1954, incorporating: David Bernstein, contractor, Joseph Nowak, manager, David Lloyd Hart, accountant, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the real estate business as agents, brokers, appraisers and promoters of realty undertakings, under the name of "Plaza Realty Corp.", with a total capital of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each, and 6,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11330-54)

P M L Film Productions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1954, incorporating: Georges A. Pouliot, advocate, of the town of Mount Royal, William P. Keating, advocate, of Westmount, Geoffrey

Geoffroy Birtz, avocat, Gabrielle Lahaie, Antoinette Ménard, secrétaires, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs de films cinématographiques et dirigeants de studios, sous le nom de "P M L Film Productions Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5276, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11683-54)

Provincial Fleet Leasing, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1954, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, teneur de livres, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Provincial Fleet Leasing, Ltd.", avec un capital total de \$50,500, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 5 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11463-54)

Reno Metal Specialties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1954, constituant en corporation: Gabriel Renaud, industriel, Robert Renaud, voyageur de commerce, Maximilien Renaud, comptable, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits de métal en feuille ou autrement, sous le nom de "Reno Metal Specialties Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11460-54)

Ronsard Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1954, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, de Ville St-Michel, Fernand Guertin, avocat, d'Outremont, Roland Savignac,

Birtz, advocate, Gabrielle Lahaie, Antoinette Ménard, secretaries, spinsters, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as producers of cinematographic films and studio directors, under the name of "P M L Film Productions Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at 5276, Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11683-54)

Provincial Fleet Leasing, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June 1954, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, book-keeper, Cecil Bruce Cooke, secretary, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of, and deal in automobiles and other vehicles, under the name of "Provincial Fleet Leasing, Ltd.", with a total capital stock of \$50,500, divided into 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and 5 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11463-54)

Reno Metal Specialties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1954, incorporating: Gabriel Renaud industrialist, Robert Renaud, commercial traveler, Maximilien Renaud, accountant, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in metal products in sheets or otherwise, under the name of "Reno Metal Specialties Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11460-54)

Ronsard Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1954, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, of town St-Michel, Fernand Guertin, advocate, of Outremont, Roland Savignac, nota-

notaire, de Montréal, tous trois du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement les affaires de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Ronsard Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11574-54)

Star Furniture (Verdun) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1954, constituant en corporation: Max Liverman, Léonard Liverman, Julius Briskin, avocats, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et d'articles d'utilité domestique, sous le nom de "Star Furniture (Verdun) Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11433-54)

St. Odile Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1954, constituant en corporation: Georges A. Nicolas, industriel, de Westmount, René Duranleau, C.R., avocat, d'Ile Bigras, Ville des Iles Laval, Hélène Deniger, Jeanne-Françoise Raymond, secrétaires, Raymond Lette, conseiller juridique, tous trois de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de "St. Odile Investment Inc.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 15 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,985 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Barclay's Bank Building, 214 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11396-54)

**Trans-Canada Corporation Fund
Corporation de Valeurs Trans-Canada**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1954, constituant en corporation: Clément Demers, Jean St-Jean, Luc DuSault, Jean-Paul Lambert, comptables, Marc Masson

ry, of Montreal, all three of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To generally operate a business as builders, and to deal as general contractors in construction, under the name of "Ronsard Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at town St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11574-54)

Star Furniture (Verdun) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1954, incorporating: Max Liverman, Léonard Liverman, Julius Briskin, advocates, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and articles of domestic utility, under the name of "Star Furniture (Verdun) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11433-54)

St. Odile Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1954, incorporating: Georges A. Nicolas, industrialist, of Westmount, René Duranleau, Q.C., advocate of Ile Bigras, Ville des Iles Laval, Hélène Deniger, Jeanne-Françoise Raymond, secretaries, Raymond Lette, judicial adviser, all three of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on as an investment company, under the name of "St. Odile Investment Inc.", with total capital stock of \$300,000, divided into 15 common shares of a par value of \$100 each and into 2,985 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Barclay's Bank Building, 214 St-James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11396-54)

**Trans-Canada Corporation Fund
Corporation de Valeurs Trans-Canada**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1954, incorporating: Clément Demers, Jean St-Jean, Luc DuSault, Jean-Paul Lambert, accountants, Marc Masson Bienvenu, salesman,

Bienvenu, vendeur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle "holding company", sous le nom de "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", avec un capital total de \$5,000,000 divisé en 200,000 actions communes de \$10 chacune, et en 150,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11312-54)

Tremblay & Gravel, (Itée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1954, constituant en corporation: Georges Étienne Tremblay, Lucius Gravel, Laurent Tremblay, industriels, Camille Tremblay, briquetier, tous quatre de Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs et exercer le commerce d'immeubles et de matériaux de construction, sous le nom de "Tremblay & Gravel, (Itée)", avec un capital total de \$2,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,
37619-o C. E. CANTIN.

all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To operate as a holding company under the name of "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", with a total capital stock of \$5,000,000 divided into 200,000 common shares of \$10 each, and into 150,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11312-54)

Tremblay & Gravel, (Itée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1954, incorporating: Georges-Étienne Tremblay, Lucius Gravel, Laurent Tremblay, industrialists, Camille Tremblay, brick-layer, all four of Bagotville, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on as builders and operate the real estate business and deal in building materials, under the name of "Tremblay & Gravel, (Itée)", with a total capital stock of \$2,000, divided into 200 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1954.

C. E. CANTIN,
37619 Acting Deputy Attorney General.

Avis divers

AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario", ayant son siège social en la cité de Toronto, province d'Ontario, se propose de demander l'autorisation de faire faire des travaux pour la production d'énergie électrique consistant essentiellement en un barrage principal, travaux en amont, centrale électrique, canal d'aval, canal de décharge et une chute à billots sur le cours d'eau connu comme étant la rivière Ottawa, partie dans la province d'Ontario et partie dans la province de Québec, la portion desdits ouvrages dans la province de Québec se trouvant sur les lots 19, 20 et 21, rang de la rivière Ottawa, dans le canton Boisclerc, comté de Témiscamingue, et sur les terrains couverts par les eaux de la rivière Ottawa en face de parties desdits lots.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis de ces travaux indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, ont été transmis au ministre des ressources hydrauliques et que des duplicata de ces plans et devis ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie, Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant

Miscellaneous Notices

NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that The Hydro-Electric Power Commission of Ontario, having its head office at the city of Toronto, in the Province of Ontario, intends to apply for authorization to have constructed works for the production of electrical energy consisting essentially of a main dam, headworks, power house, tailrace channel, discharge channel, and a log chute, on the watercourse known as the Ottawa river, partly in the Province of Ontario and partly in the Province of Quebec, the portion of the said works in the Province of Quebec to be on lots 19, 20 and 21, Ottawa river range, in the township of Boisclerc, in the county of Témiscamingue, and on lands covered by the waters of the Ottawa river in front of parts of the said lots.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such works showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, have been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources and that duplicates of such plans and specifications have been deposited at the registry office of the registration division of Témiscamingue at Ville-Marie, Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day

la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Toronto, Ontario, ce 26e jour de mai 1954.

THE HYDRO-ELECTRIC POWER
COMMISSION OF ONTARIO
Le Secrétaire,
E. B. EASSON.

37514-26-4

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse d'Économie de Kamouraska", en date du 14 juin 1954, dont le siège social est situé à Saint-Louis-de-Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-cinq juin 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

37625-o

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que Price Brothers & Company, Limited, de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de faire les travaux de construction d'un barrage de flottage sur la rivière Pikauba, dans les terres non subdivisées de la couronne, Parc des Laureptides, comté de Montmorency. La compagnie désigne ce barrage, dans ses dossiers, du nom de "Barrage N° 7, rivière Pikauba".

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée d'un plan et de devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ce plan et de ces devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Montmorency, à Château-Richer, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, P.Q., le 8 juillet 1954.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
Le Secrétaire,
FABRE SURVEYER.

37626-o

(P.G. 6188-49)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-Procurer général, l'honorable Secrétaire de la Province, le 16 juin 1954, a approuvé les amendements aux règlements de "The Traffic Club of Montreal Incorporated", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 19 mai 1954, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 17e jour de juin 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

37627

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Fédération des Instituteurs et Institutrices du Diocèse de St-Jérôme", pour l'étude, la défense et le développe-

following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Toronto, Ontario, this 26th day of May, 1954.

THE HYDRO-ELECTRIC POWER
COMMISSION OF ONTARIO
E. B. EASSON,
Secretary.

37514-26-4-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse d'Économie de Kamouraska", under date June 14, 1954, whereof the head office is at Saint-Louis-de-Kamouraska, in the County of Kamouraska, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of June, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

37625

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that Price Brothers & Company, Limited, of the City of Quebec, in the County of Quebec, intends to execute the following work: the construction of a driving dam on the Pikauba River, in unsubdivided Crown lands, Lauretinde Park, County of Montmorency. In the Company's files, this dam is designated as "Dam No. 7, Pikauba River".

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Montmorency, at Château-Richer, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, P.Q., 8th July, 1954.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
FABRE SURVEYER,
Secretary.

37626-o

(A.G. 6188-49)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to the By-laws of "The Traffic Club of Montreal Incorporated", as adopted at the general meeting held on May 19th, 1954, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on June 16th, 1954, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 17th day of June, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

37627-o

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "Fédération des Instituteurs et Institutrices du Diocèse de St-Jérôme", for the study, defence and promotion

ment des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le deux juillet 1954.

Le siège social de la fédération ci-haut mentionnée est situé à Saint-Jérôme, dans le district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37624-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4183-48)

J. B. MARTIN COMPAGNIE, LIMITÉE
J. B. MARTIN COMPANY, LIMITED

Copie certifiée d'un règlement de "J. B. Martin Compagnie, Limitée" diminuant le nombre des directeurs de onze (11) à neuf (9), tel qu'approuvé par les directeurs et les actionnaires de la compagnie ci-dessus:

"Il a été résolu que les sections 2 et 5 de l'article III des règlements de cette corporation soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se lire comme suit:

Section 2. Le bureau de direction sera composé de neuf (9) membres. Chaque directeur sera un actionnaire possédant au moins une action du capital-actions absolument et en son propre nom et n'ayant pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle. Les directeurs seront élus à l'assemblée annuelle des actionnaires, et chaque directeur sera élu pour servir jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires et jusqu'à ce que son successeur soit élu et qualifié.

Section 5. A toutes les assemblées du bureau de direction, un tiers des membres autorisés (mais en aucun cas pas moins de trois directeurs) sera nécessaire et suffisant pour constituer un quorum pour la transaction des affaires et l'action d'une majorité des directeurs présents à toute assemblée à laquelle il y a quorum sera celle du bureau de direction, sauf tel qu'il peut être autrement pourvu spécifiquement par statut ou par les lettres patentes ou par les présents règlements. Si le quorum n'est pas complet à toute assemblée des directeurs, les directeurs présents à ladite assemblée peuvent l'ajourner de temps en temps, sans avis, jusqu'à ce qu'un quorum soit constitué. A telle assemblée ajournée à laquelle un quorum sera présent, toute affaire qui aurait été transigée à ladite assemblée pourra l'être tel qu'avisé en premier lieu."

Montréal, ce 22^e jour de juin 1954.

Le Secrétaire,
37630 HENSLEY BOURGOUIN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le vingt-huit juin 1954, le changement de nom de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Plessisville", dont la constitution en syndicat professionnel, sous le nom originaire de "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 43", a été autorisée le 18 février 1941, et dont le siège social est situé à Plessisville, dans le comté de Mégantic, en celui de "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Plessisville", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce deux juillet 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37635-o JEAN BRUCHÉSI.

of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July second 1954.

The principal place of business of the said federation is at Saint-Jérôme, in the judicial district of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,
37624 Under Secretary of the Province.

(A.G. 4183-48)

J. B. MARTIN COMPAGNIE, LIMITÉE
J. B. MARTIN COMPANY, LIMITED

Certified copy of a By-law of the "J.-B. Martin Company Limited" reducing the number of directors from eleven (11) to nine (9) as approved by the directors and the shareholders of the above Company:

"Resolved that Sections 2 and 5 of Article III of the By-laws of this Corporation be and they hereby are amended so as to read as follows:

Section 2. The Board of Directors shall consist of nine (9) members. Each director shall be a shareholder owning at least one share of stock absolutely in his own right and not in arrears in respect of any call thereon. The directors shall be elected at the annual meeting of the shareholders, and each director shall be elected to serve until the next annual meeting of the shareholders and until his successor shall be elected and shall qualify.

Section 5. At all meetings of the Board of Directors one-third of the authorized members (but in no case less than three (3) directors) shall be necessary and sufficient to constitute a quorum for the transaction of business and the act of majority of the directors present at any meeting at which there is a quorum shall be the act of the Board of Directors, except as may be otherwise specifically provided by statute or by the letters patent or by these By-laws. If a quorum shall not be present at any meeting of directors, the directors present thereat may adjourn the meeting from time to time, without notice, until a quorum shall be present. At such adjourned meeting at which a quorum shall be present any business may be transacted which might have been transacted at the meeting as originally noticed."

Montreal, this 22nd day of June, 1954.

HENSLEY BOURGOUIN,
37630-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on the twenty-eighth day of June 1954, authorized the changing of the name of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Plessisville", whereof the constitution as a professional syndicate under the original name of "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 43", had been authorized on February 18, 1941, and whereof the head office is situate at Plessisville, in the County of Mégantic, to that of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Plessisville", and thus, pursuant to the provisions of Section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary this second day of July 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37635 Under Secretary of the Province.

(P.G. 19776-53)

BALD MOUNTAIN OIL COMPANY
(No Personal Liability)

Règlement Spécial "C"

Pour amender le règlement N° 20 en augmentant le nombre des directeurs de cette compagnie de trois (3) à sept (7):

"A moins qu'il en soit décidé autrement, le nombre des directeurs sera de sept (7) dont quatre (4) formeront quorum."

Vraie copie certifiée du règlement spécial "C" décrété par les directeurs de la compagnie le 18e jour de juin 1954, et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

37637

Le Secrétaire,
L. DEMERS.

(A.G. 19776-53)

BALD MOUNTAIN OIL COMPANY
(No Personal Liability)

Special By-law "C"

To amend By-law No. 20 by increasing the directorate of this Company from three (3) to seven (7):

"Unless otherwise determined, the number of Directors shall be seven (7) of whom four (4) shall form a quorum."

Certified true copy of Special By-law "C" enacted by the Directors of the Company on the 18th day of June, 1954 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

37637-o

L. DEMERS,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de S.-François-Xavier-de-Viger", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-trois juin 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-François-Xavier-de-Viger, dans le comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

37639-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de S.-François-Xavier-de-Viger" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June twenty-third, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-François-Xavier-de-Viger, in the county of Rivière-du-Loup.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

37639

(P.G. 1580-47)

LA COMPAGNIE JEAN & CHARLES
JEAN & CHARLES COMPANY

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des directeurs de "La Compagnie Jean & Charles — Jean & Charles Company", tenue au bureau de la compagnie, à Montréal, le 16 novembre 1953:

"Sur motion dûment secondée, il est résolu à l'unanimité que le règlement suivant étant le règlement numéro 46 de la compagnie soit adopté à l'unanimité:

Règlement N° 46

A compter de la date des présentes, le nombre des directeurs de la compagnie sera réduit à trois au lieu de quatre qu'il était antérieurement, et le secrétaire est autorisé à l'unanimité à faire les démarches nécessaires et à transcrire les autorisations certifiées de ce règlement pour publication où il est nécessaire."

Certifié extrait véritable,

Le Secrétaire,
(Signé) CHS MIGNAULT.

37640-o

(A.G. 1580-47)

LA COMPAGNIE JEAN & CHARLES
JEAN & CHARLES COMPANY

Extract from minutes of a special general meeting of directors of "La Compagnie Jean & Charles — Jean & Charles Company", held at the Company's office, in Montreal, November 16, 1953:

"On motion duly seconded, it is unanimously resolved that Company's By-law number 46 be unanimously adopted as follows:

By-law No. 46

As from the date of these presents, the number of the Company's directors shall be reduced to three instead of four as previously, and the secretary is unanimously authorized to take the necessary steps and transmit to authorized persons, certified copy of said By-law for publication wherever required."

Certified true extract,

(Signed) CHS MIGNAULT,
Secretary.

37640

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Camionneurs de Ste Anne des Monts", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le neuf juillet 1954.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Camionneurs de Ste Anne des Monts", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July ninth, 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Anne-des-Monts, dans le comté de Gaspé-Nord.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37638-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 6902-53)

GLOBE FUR DYEING CO. LTD.

Règlement N° 27

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Globe Fur Dyeing Co. Ltd.", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2. Trois directeurs constitueront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Decrété à Montréal, ce 14e jour d'avril 1954.

(Sceau)

Le Président,
A. KUPER.
Le Secrétaire,
H. SOICHER.

37645

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "Bethel Baptist Church" 427 rue St-Germain, cité de Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation, en vertu de la Loi de la constitution en corporation de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements.

Montréal, 12 juillet 1954.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON.

231 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, Québec.

37646-29-5

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu l'un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Luc de Laval", en date du 13 juillet 1954, dont le siège social est situé à Forestville-Nord, dans le comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la province, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48).

Donné au bureau du Secrétariat de la province, le quatorze juillet 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37619-o JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 1583-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le douze juillet 1954, les règlements du "Comité du Bien-Être Social et Industriel", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le treize juillet 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37670-o JEAN BRUCHÉSI.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Anne-des-Monts, in the county of Gaspé-Nord.

JEAN BRUCHÉSI,
37638 Under Secretary of the Province.

(A.G. 6902-53)

GLOBE FUR DYEING CO. LTD.

By-law No. 27

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Globe Fur Dyeing Co. Ltd." as follows:

1. That the number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to four, so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company, inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted at Montreal, this 14th day of April, 1954.

(Seal)

A. KUPER,
President.
H. SOICHER,
Secretary.

37645-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Bethel Baptist Church," 427 St. Germain Street, City of Montreal, will present a petition to the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, July 12th, 1954.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for petitioner.

231 St. James Street West,
Montreal, Que.

37646-29-5-o

Notice is hereby given by these presents that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Luc de Laval", dated July 13, 1954, whose head office is situated at Forestville-North, in the county of Saguenay, and that this document was deposited in the archives of the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 22 of the Rural Electrification Act (9 George VI, Chapter 48).

Given at the office of the Provincial Secretary on July fourteenth 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37619 Under Secretary of the Province.

(P. Sec. 1583-54)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on July twelfth 1954, the by-laws of "Comité du Bien-Être Social et Industriel", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of July, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37670 Under Secretary of the Province.

(P.G. 2528-45)

CREDIT BUREAU OF MONTREAL, LIMITED

Règlement XXVIII

Un règlement augmentant le nombre des directeurs et amendant le règlement II de la compagnie.

Qu'il soit décrété:

Que le règlement II de la compagnie relatif au nombre des directeurs, tel qu'amendé par les règlements XXII et XXIII, soit et il est, par les présentes, amendé en rayant le mot "quatre" et le remplaçant par le mot "onze".

Certifié vraie copie:

Daté en la cité de Montréal, ce cinquième jour de juillet 1954.

(Sceau)
37671

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT HOUNAM.

RICKERT & ROBERTS LIMITED

Conformément aux dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, le 6 juillet 1954, le règlement N° 25 a été adopté par les directeurs de "Rickert & Roberts Limited" et il a été confirmé à l'unanimité par les actionnaires de cette compagnie, pourvoyant ainsi à la distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires et autorisant le Président et le Secrétaire-trésorier à effectuer le partage en vue de ladite distribution.

Montréal, 13 juillet 1954.

37672

Le Président,
D. URQUHART.

(A.G. 2528-45)

CREDIT BUREAU OF MONTREAL, LIMITED

By-Law XXVIII

A By-law to increase the number of Directors and to amend By-law II of the Company.

Be it enacted:

That By-law II of the Company relating to the number of Directors, as amended by By-laws XXII and XXIII, be and it is hereby amended by deleting the word "four" and replacing the same with the word "eleven".

Certified true copy:

Dated at the City of Montreal, this fifth day of July, 1954.

(Seal)
37671-o

ROBERT HOUNAM,
Secretary-Treasurer.

RICKERT & ROBERTS LIMITED

Pursuant to the Provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, on July 6th, 1954, by-law N. 25 was adopted by the Directors of "Rickert & Roberts Limited" and unanimously confirmed by the Shareholders of that Company providing for the distribution of the assets of the Company among the shareholders and authorizing the President and Secretary-Treasurer to form the lots for distribution.

Montreal, July 13th, 1954.

37672-o

D. URQUHART,
President.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 15214. Marie-Louise Cyrenne Descormiers, demanderesse, vs John Descormiers & al., défendeurs, & Joseph Hébert, es-qualité, Mis-en-cause.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 15214. Marie-Louise Cyrenne Descormiers, plaintiff, vs John Descormiers & al, defendants, & Joseph Hébert, es-qual., Mis-en-cause.

AVIS D'UNE DEMANDE EN SÉPARATION DE BIENS

NOTICE OF A DEMAND IN SEPARATION AS TO PROPERTY

Dame Marie-Louise Cyrenne, épouse de John Descormiers rentier, de Ste-Angèle de Laval, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Mrs. Marie-Louise Cyrenne, wife of John Descormiers, gentleman, of Ste-Angèle de Laval has entered against her husband a demand in separation as to property.

Trois-Rivières, le 12 juillet 1954.

Trois-Rivières, July 12th, 1954.

Vraie copie:

True copy:

Les Procureurs de la demanderesse,
37641-o GOUIN & PROVENCHER.

GOUIN & PROVENCHER,
37641-o Attorneys for the plaintiff.

Chartes — Abandon de

Charters— Surrender of

DELTA FURS CORPORATION LTD.

DELTA FURS CORPORATION LTD.

Avis est, par les présentes, donné que "Delta Furs Corporation Ltd.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is hereby given that the "Delta Furs Corporation Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 12th day of July, 1954.

Daté à Montréal, ce 12e jour de juillet 1954.
Le Secrétaire,
37642 (Signé) JOSEPH WALDSTEIN.

(sgd) JOSEPH WALDSTEIN,
37642-o Secretary.

VIANDÉ CHEVALINE CANADIENNE INC.
CANADIAN HORSE MEAT INC.

Avis est, par les présentes, donné que "Viande Chevaline Canadienne Inc." — "Canadian Horse Meat Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour de juillet 1954.

Le Secrétaire,
37643 PHILIP PINSKY.

LES IMMEUBLES GAGNON LTÉE

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies de Québec que la compagnie "Les Immeubles Gagnon Ltée", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Jonquière, le 6 juillet 1954.

Le Secrétaire,
37658-o (Signé) LS-CHARLES GAGNON.

ASTORIA SHIRT LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Astoria Shirt Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour de juillet 1954.

Le Secrétaire,
37673 ERNEST PAPPELBAUM.

VIANDÉ CHEVALINE CANADIENNE INC.
CANADIAN HORSE MEAT INC.

Notice is hereby given that the "Viande Chevaline Canadienne Inc." — "Canadian Horse Meat Inc." a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 12th day of July, 1954.

PHILIP PINSKY,
Secretary.

LES IMMEUBLES GAGNON LTÉE

Notice is hereby given in conformity with the Quebec Companies' Act, that the company "Les Immeubles Gagnon Ltée" will apply for permission to surrender its Charter.

Jonquière, July 6, 1954.

(Signed) LS-CHARLES GAGNON,
Secretary.

ASTORIA SHIRT LIMITED

Notice is hereby given that "Astoria Shirt Limited", incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter under the Provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 12th day of July, 1954.

ERNEST PAPPELBAUM,
Secretary.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du conseil municipal de St-Omer, comté L'Islet, en date du 7 juin 1954, et conformément aux dispositions du Code municipal, il a décrété, en date du 6 juillet 1954, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 6 juillet, 1954.

Le Ministre des Affaires municipales,
37631-o YVES PRÉVOST, C.R.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as petitioned by a resolution of the Municipal Council of St. Omer, county of L'Islet, dated June 7, 1954, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, he has enacted, on July 6, 1954, that the publication of any public notice, by-law, resolution or order of said corporation, except such as are required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made thereafter in the French language only.

This notice is published in accordance with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, July 6, 1954.

YVES PRÉVOST, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est donné, par les présentes, que le ministre de l'Agriculture a autorisé la formation d'un cercle agricole dans le comté de Matane, sous le nom de cercle agricole de la paroisse de St-Adelme, conformément à la Loi des cercles agricoles, (S.R.Q., 1941, chap. 118).

Daté du bureau du ministre, le 7 juillet 1954.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37632-o RENÉ TRÉPANIÉ.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has authorized the formation of a Farmers' Club in the County of Matane, under the name of Farmer's Club for the parish of St. Adelme, pursuant to the Farmer's Club Act, (R.S.Q., 1941, Chap. 118).

Dated at the Minister's Office July, 7, 1954.

RENÉ TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 707-54.

Québec, le 28 juin, 1954.

Avis est par la présente donné que je me propose de procéder, conformément aux dispositions de l'article 71 du code scolaire, à l'annexion à la municipalité scolaire de St-Bernard, dans le comté d'Abitibi-Est, des rangs A et B du canton Senneville, territoire qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37599-28-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 707-54.

Quebec, June 28, 1954.

Notice is hereby given by these presents that I intend to proceed, pursuant to the provisions of section 71 of the School Code, to the annexation to the school municipality of St-Bernard, in the county of Abitibi-East, ranges A and B of the township of Senneville, territory which has not, so far, been organized for school purposes.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 729-54.

Québec, le 6 juillet, 1954.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Édouard-de-Wakefield, dans le comté de Gatineau, en celui de "St-Pierre-de-Wakefield", dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37616-28-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 729-54

Quebec, July 6, 1954.

Application is made to change the name of the school municipality of St-Édouard-de-Wakefield, in the county of Gatineau, into that of "St-Pierre-de-Wakefield", in the same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1603-53.

Québec, le 8 juillet, 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juin 1954, de rectifier l'item trois de l'ordre en conseil N° 500 en date du 13 mai 1954, concernant l'annexion du lot 192 à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Casimir, dans le comté de Portneuf, de manière à changer les chiffres 192 par les chiffres "193".

Cette modification prend effet immédiatement.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
37633-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 1603-53.

Quebec, July 8, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated June 30, 1954, has been pleased to rectify item three of Order in Council No. 500 dated May 13, 1954, concerning the annexation of lot 192 of the school municipality of the parish of St-Casimir, in the county of Portneuf, so as to change numbers 192 for number "193".

This amendment is immediately effective.
O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 316-54.

Québec, le 7 juillet, 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juin 1954, d'annexer à la municipalité scolaire du village du Bic, dans le comté de Rimouski, les lots 53 à 88 inclusivement du cadastre officiel de la Seigneurie du Bic, le lot 90 et la partie au sud de la rivière du Bic, les lots nos 92, 93, 124, 136, 140, 143 et 146 et toutes leurs subdivisions du même cadastre qui seront détachés de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Cécile-du-Bic, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel a pris effet au 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37633-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 316-54.

Quebec, July 7, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated June 30, 1954, has been pleased to annex to the school municipality of the village of Bic, in the county of Rimouski, lots 53 to 88 inclusively of the official cadastre of the Seigneurie du Bic, lot 90 and that part south of the Bic River, lots Nos 92, 93, 124, 136, 140, 143 and 146 and all their subdivisions of the same cadastre, which shall be detached from the school municipality of the parish of Ste-Cécile-du-Bic, in the same county.

This order in Council has become effective on July 1st, 1954.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 624-54.

Québec, le 8 juillet 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Joseph-de-Coleraine, dans le comté de Mégantic, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Black Lake, dans le même comté.

Ce territoire comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de Coleraine, savoir: 25, 26, 27-A et 27-B, 28-A et 28-B, 29 et ses subdivisions, 30 et ses subdivisions et 31 dans le rang B du canton de Coleraine: les lots 25 à 32 dans le rang A du canton de Coleraine; la partie des lots 236, 241 et 244 se trouvant sur les rangs A et B du canton de Coleraine y compris les chemins et rues se trouvant dans ledit territoire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37647-29-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 624-54.

Quebec, July 8, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of St. Joseph-de-Coleraine, in the county of Mégantic, the territory hereinunder described in order to annex it to the school municipality of the Town of Black Lake, same County.

This territory includes the following lots, all inclusive of the official cadastre of Coleraine, to wit: 25, 26, 27-A and 27-B, 28-A and 28-B, 29 and subdivisions thereof, 30 and subdivisions, 31 in Range B, township of Coleraine: lots 25 to 32, Range A, township of Coleraine; that part of lots 236, 241 and 244 situate in Ranges A and B, of the Township of Coleraine including roads and streets in said territory.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 695-53.

Québec, le 13 juillet, 1954.

Demande est faite de former une municipalité scolaire distincte pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Ste-Michel-de-Wentworth, dans le comté d'Argenteuil" du territoire ci-dessous décrit qui fait actuellement partie de la municipalité scolaire de Wentworth.

Cette nouvelle municipalité comprendra les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel du canton de Wentworth, savoir: 10 à 27 du rang I; 12 à 28 du rang II; 1 à 27 du rang III; 18 à 26 du rang IV et 22 à 24 du rang V.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37661-29-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 695-53.

Quebec, July 13, 1954.

Application is made to form a separate school municipality for the Catholic ratepayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of St-Michel de-Wentworth, in the county of Argenteuil" of the territory hereinbelow described which presently forms part of the school municipality of Wentworth.

This new municipality will be comprised of the following lots, all inclusively in the official cadastre of the township of Wentworth, to wit: 10 to 27 of range I; 12 to 28 of range II; 1 to 27 of range III; 18 to 26 of range IV and 22 to 24 of range V.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

Cadastre officiel de la cité de Lévis, (Quartier Lauzon), division d'enregistrement de Lévis.

Official cadastre of the city of Lévis (Lauzon Ward), registration division of Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 358-1; le lot 358-2; les lots 360-1, 462-1, 462-2, 462-A-1, 462-A-2, 465-1, 465-2, 465-3, 466-1 et 466-2; les lots 466-3, 469-1, 469-3 et 470-1; les lots 469-2-A, 469-4 et 470-2; les lots 356, 357, 358, 359, 463, 464, partie des lots 360, 462, 462-A, 465, 466, 469 et 470 sont annulés et les lots 702 à 705 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 358-1; lot 358-2; lots 360-1, 462-1, 462-2, 462-A-1, 462-A-2, 465-1, 465-2, 465-3, 466-1 and 466-2; lots 466-3, 469-1, 469-3 and 470-1; lots 469-2-A, 469-4 and 470-2; lots 356, 357, 358, 359, 463, 464, part of lots 360, 462, 462-A, 465, 466, 469 and 470 are cancelled and lots 702 to 705 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 17 juin 1954.

Quebec, June the 17th, 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
37634-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Liquidations avis de:

Winding up Notices:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de "La Caisse Populaire Desjardins du Collège Ste-Marie", tenue le 10 décembre 1952, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontairement des compagnies à fonds social.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins du Collège Ste-Marie", held on December 10, 1952, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound-up, and that the latter be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la province ce vingt-neuf juin 1954.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of June, 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37628-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de "La Libération Coopérative de Consommation", tenue en la salle du collège, à Newport, dans le comté de Gaspé-Sud, le 13 juin 1954, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que MM. Roméo Bécu, Polydore Grenier et Joseph Lessard, tous trois de Newport, ont été nommés liquidateurs.

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Libération, Coopérative de Consommation", held in the College Hall, at Newport, in the County of Gaspé-South, on June 13, 1954, a resolution was adopted, to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound-up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Syndicates' Act and Winding-up Act, and that Messrs Roméo Bécu, Polydore Grenier and Joseph Lessard, all three of Newport, have been appointed liquidators.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le six juillet 1954.

Given at the office of the Provincial Secretary, the sixth day of July 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37636-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 19 mai 1954.

M. Marc-André Blain, conseil en Loi de la Reine et membre du Barreau de la province: juge municipal de la ville de Rivière-des-Prairies, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à cette fonction et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la loi 1-2, Elizabeth II, chapitre 52.

37619-0

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointments:

Quebec, May 19, 1954.

M. Marc-André Blain, Queen's Counsel and member of the Bar of the Province: Municipal Judge of the Town of Rivière-des-Prairies, with the jurisdictions, attributions, rights, prerogatives, duties and powers attached to said office and to act as recorder, with respect to the jurisdictions attributed to a recorder under the Acts by the Parliament of Canada, in accordance with section 4 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 52.

37619

Sièges sociaux

THE GANT CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Le siège social de "The Gant Construction Company Limited" est situé au N° 437 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Montréal, 6 juillet 1954.

37644

Le Président,
G.-P.-F. ANTHOULIS.

Head Offices

THE GANT CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

The head office of "The Gant Construction Company Limited" is situated at No. 437 St. James Street West, Montreal.

Montreal, 6th July, 1954.

37644-o

G.-P.-F. ANTHOULIS,
President.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Cap-Chat, N° 3765 des Chevaliers de Colomb", de Cap-Chat, comté de Gaspé, P.Q., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

(Sceau)

Le Grand Chevalier,
DR. ÉMILE PELLETIER.

37659-0

Le Secrétaire Archiviste,
RAYMOND LEMIEUX.

(P.G. 8231-48)

ROSS STRUCTURAL STEEL LTD.

Procès verbal d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Ross Structural Steel Ltd.", tenue à Montréal, le 13 janvier mil neuf cent cinquante-quatre:

Résolu d'approuver à l'unanimité le règlement suivant, qui a été adopté par les Directeurs de la Compagnie lors de leur assemblée tenue à Montréal-Nord, P.Q., le 12 janvier 1954, pour et à l'avenir être reconnu comme faisant partie des règlements généraux de la compagnie, savoir:

Le Siège social de la Compagnie sera à l'avenir en la ville de Montréal-Nord, au numéro 4900 de la rue Amiens.

Montréal Nord, P.Q., le 30 avril 1954.

(Sceau)

Extrait certifié véritable, Le Secrétaire,
37674-o Mme GÉRARD BURNS.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Cap Chat No. 3765 of Knights of Columbus", of Cap Chat, county of Gaspé, P.Q., hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22nd, 1953.

(Seal)

Dr. ÉMILE PELLETIER,
Grand Knight.

37659

RAYMOND LEMIEUX,
Recording-Secretary.

(A.G. 8231-48)

ROSS STRUCTURAL STEEL LTD.

Minutes of a special general meeting of the shareholders of "Ross Structural Steel Ltd.", held at Montreal, on January thirteenth, one thousand nine hundred and fifty-four:

Resolved to approve unanimously the following By-law, which was adopted by the Directors of the Company at their meeting held at Montreal-North, P.Q., on January 12, 1954, for and in future to be recognized as forming part of the general By-laws of the Company, to wit:

The Head Office of the Company shall, in future, be in the town of Montreal-North, at number 4900 Amiens Street.

Montreal North, P.Q., April 30, 1954.

(Seal)

Certified true excerpt,
37674 Mrs. GÉRARD BURNS,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LORETTEVILLE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges-Henri Boutet, secrétaire-trésorier, C.P. 68, Loretteville, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 5 août 1954, pour l'achat de \$140,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Loretteville, comté de Québec, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 12 mai 1954 — Construction d'une école dans la partie ouest.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$140,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1955.....	x \$12,500.00
1er juin 1956.....	x 13,000.00
1er juin 1957.....	x 13,500.00
1er juin 1958.....	x 14,000.00
1er juin 1959.....	x 15,000.00
1er juin 1960.....	3,500.00
1er juin 1961.....	3,500.00
1er juin 1962.....	4,000.00
1er juin 1963.....	4,000.00
1er juin 1964.....	4,000.00
1er juin 1965.....	4,500.00
1er juin 1966.....	4,500.00
1er juin 1967.....	4,500.00
1er juin 1968.....	5,000.00
1er juin 1969.....	5,000.00
1er juin 1970.....	5,500.00
1er juin 1971.....	5,500.00
1er juin 1972.....	6,000.00
1er juin 1973.....	6,000.00
1er juin 1974.....	6,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$60,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$12,000 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Loretteville, comté de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LORETTEVILLE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Georges-Henri Boutet, Secretary-Treasurer, P.O.B. 68, Loretteville, County of Quebec, until 8 o'clock p.m., Thursday, August 5, 1954, for the purchase of an issue of \$140,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Loretteville, County of Quebec, dated June 1st, 1954, and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan Resolution dated May 12, 1954 — Erection of a school in the western section.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$140,000.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1955.....	x \$12,500.00
June 1st, 1956.....	x 13,000.00
June 1st, 1957.....	x 13,500.00
June 1st, 1958.....	x 14,000.00
June 1st, 1959.....	x 15,000.00
June 1st, 1960.....	3,500.00
June 1st, 1961.....	3,500.00
June 1st, 1962.....	4,000.00
June 1st, 1963.....	4,000.00
June 1st, 1964.....	4,000.00
June 1st, 1965.....	4,500.00
June 1st, 1966.....	4,500.00
June 1st, 1967.....	4,500.00
June 1st, 1968.....	5,000.00
June 1st, 1969.....	5,000.00
June 1st, 1970.....	5,500.00
June 1st, 1971.....	5,500.00
June 1st, 1972.....	6,000.00
June 1st, 1973.....	6,000.00
June 1st, 1974.....	6,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$60,000 granted by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments of \$12,000 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Loretteville, county of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 5 août 1954, à 8 heures p.m., au Collège St-Joseph de Loretteville, rue Racine, Loretteville, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 30 juin 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-HENRI BOUTET.

C.P. 68, Loretteville,
(Comté de Québec), P.Q. 37622-0

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, August 5, 1954, at 8 o'clock p.m., at the St-Joseph de Loretteville College, Racine Street, Loretteville, County of Quebec.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Quebec), this 30 day of June, 1954.

GEORGES-HENRI BOUTET,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 68, Loretteville,
(County of Quebec), P.Q. 37622

Province de Québec

VILLE DE LENNOXVILLE
(Comté de Sherbrooke)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, W. R. Baker, Secrétaire-trésorier, B.P. 220, 150 rue Queen, Hôtel de Ville, Lennoxville, comté Sherbrooke, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 2 août 1954, pour l'achat de \$55,000.00 d'obligations de la ville de Lennoxville, comté de Sherbrooke, datées du 1er juillet 1954 et remboursables par séries du 1er juillet 1955 au 1er juillet 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlements d'emprunt N° 170 — Travaux d'égoûts, de voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$55,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1955.....	\$1,500.00
1er juillet 1956.....	2,000.00
1er juillet 1957.....	2,000.00
1er juillet 1958.....	2,000.00
1er juillet 1959.....	2,000.00
1er juillet 1960.....	2,500.00
1er juillet 1961.....	2,500.00
1er juillet 1962.....	2,500.00
1er juillet 1963.....	3,000.00
1er juillet 1964.....	3,000.00
1er juillet 1965.....	3,000.00
1er juillet 1966.....	3,000.00
1er juillet 1967.....	3,000.00
1er juillet 1968.....	3,000.00
1er juillet 1969.....	3,000.00
1er juillet 1970.....	3,000.00
1er juillet 1971.....	3,500.00
1er juillet 1972.....	3,500.00
1er juillet 1973.....	3,500.00
1er juillet 1974.....	3,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lennoxville, comté de Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la pro-

Province of Quebec

TOWN OF LENNOXVILLE
(County of Sherbrooke)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. R. Baker, Secretary-Treasurer, P.O. Box 220, 150 Queen Street, Town Hall, Lennoxville, County of Sherbrooke, until 8 o'clock p.m., Monday, August 2nd, 1954, for the purchase of an issue of \$55,000.00 of bonds of the Town of Lennoxville, County of Sherbrooke, dated July 1st, 1954 and redeemable serially from July 1st, 1955 to July 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 170 — Sewage works, road works, etc.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$55,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1955.....	\$1,500.00
July 1st, 1956.....	2,000.00
July 1st, 1957.....	2,000.00
July 1st, 1958.....	2,000.00
July 1st, 1959.....	2,000.00
July 1st, 1960.....	2,500.00
July 1st, 1961.....	2,500.00
July 1st, 1962.....	2,500.00
July 1st, 1963.....	3,000.00
July 1st, 1964.....	3,000.00
July 1st, 1965.....	3,000.00
July 1st, 1966.....	3,000.00
July 1st, 1967.....	3,000.00
July 1st, 1968.....	3,000.00
July 1st, 1969.....	3,000.00
July 1st, 1970.....	3,000.00
July 1st, 1971.....	3,500.00
July 1st, 1972.....	3,500.00
July 1st, 1973.....	3,500.00
July 1st, 1974.....	3,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lennoxville, Co. of Sherbrooke.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal,

cédure d'emprunt à Montréal, Québec, ou Lennoxville, comté de Sherbrooke.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 août 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 150 rue Queen, Lennoxville, comté de Sherbrooke.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lennoxville, (Comté de Sherbrooke), ce 2 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
W. R. BAKER.

B.P. 220, 150 rue Queen, Hôtel de Ville,
Lennoxville, (Cté Sherbrooke), P.Q. 37621-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA VILLE DE ST-GERMAIN-DE-RIMOUSKI (Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André A. Ross, secrétaire-trésorier, C.P. 454, 287 rue St-Germain, Rimouski, comté de Rimouski, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 2 août 1954, pour l'achat de \$165,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la ville de St-Germain-de-Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er juillet 1954 et remboursables par séries du 1er juillet 1955 au 1er juillet 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux pas inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission où il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 27 avril 1954 — Agrandissement de l'école des filles de St-Robert.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement—\$165,000.00—20 ans

Année	Capital
1er juillet 1955.....	x\$15,000.00
1er juillet 1956.....	x 15,500.00
1er juillet 1957.....	x 16,500.00
1er juillet 1958.....	x 17,000.00
1er juillet 1959.....	4,500.00
1er juillet 1960.....	4,500.00
1er juillet 1961.....	5,000.00
1er juillet 1962.....	5,000.00
1er juillet 1963.....	5,500.00
1er juillet 1964.....	5,500.00
1er juillet 1965.....	6,000.00
1er juillet 1966.....	6,000.00
1er juillet 1967.....	6,500.00
1er juillet 1968.....	6,500.00
1er juillet 1969.....	7,000.00

Quebec or Lennoxville, County of Sherbrooke.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 2nd, 1954, at 8 o'clock p.m., at the town Hall, 150 Queen Street, Lennoxville County of Sherbrooke.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lennoxville, (County of Sherbrooke), this July 2nd, 1954.

W. R. BAKER,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 220, Town Hall, 150 Queen Street,
Lennoxville, (Co. Sherbrooke), P.Q. 37621-0

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE TOWN OF ST-GERMAIN-DE-RIMOUSKI (County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André A. Ross, Secretary-Treasurer, P.O.B., 454, 287 St-Germain Street, Rimouski, county of Rimouski until 8 o'clock Monday, August 2, 1954 for the purchase of an issue of \$165,000.00 of bonds of the School Commissioners for the town of St-Germain-de-Rimouski, county of Rimouski, dated July 1st, 1954, and redeemable serially from July 1st, 1955 to July 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st to July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan Resolution dated April 27, 1954 — Enlargement of the Girls' School at St-Robert.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$165,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1955.....	x\$15,000.00
July 1st, 1956.....	x 15,500.00
July 1st, 1957.....	x 16,500.00
July 1st, 1958.....	x 17,000.00
July 1st, 1959.....	4,500.00
July 1st, 1960.....	4,500.00
July 1st, 1961.....	5,000.00
July 1st, 1962.....	5,000.00
July 1st, 1963.....	5,500.00
July 1st, 1964.....	5,500.00
July 1st, 1965.....	6,000.00
July 1st, 1966.....	6,000.00
July 1st, 1967.....	6,500.00
July 1st, 1968.....	6,500.00
July 1st, 1969.....	7,000.00

1er juillet 1970.....	7,000.00
1er juillet 1971.....	7,500.00
1er juillet 1972.....	8,000.00
1er juillet 1973.....	8,000.00
1er juillet 1974.....	8,500.00

July 1st, 1970.....	7,000.00
July 1st, 1971.....	7,500.00
July 1st, 1972.....	8,000.00
July 1st, 1973.....	8,000.00
July 1st, 1974.....	8,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$53,600, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de 13,400 chacun, de 1955 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski, comté de Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Rimouski, comté de Rimouski.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 2 août 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 287, rue St-Germain, Rimouski comté de Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 26 juin 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ-A. ROSS.

C.P. 454, 287 rue St-Germain,
Rimouski, (Cté Rimouski), P.Q. 37623-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE DRUMMONDVILLE
(Comté de Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Marier, secrétaire-trésorier, B.P. 262, 224 rue Hériot, Drummondville, comté de Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 5 août 1954, pour l'achat de \$345,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1er août 1954 et remboursables par séries du 1er août 1955 au 1er août 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 23 février 1954, telle que modifiée — annexe école St-Frédéric, et gymnase — pour un montant de \$300,000.

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$53,600 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$13,400 each, from 1955 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rimouski, county of Rimouski.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Rimouski, county of Rimouski.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Monday, August 2, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 287 St-Germain Street Rimouski, county of Rimouski.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski (County of Rimouski), this 26th day of June, 1954.

ANDRÉ A. ROSS,
Secretary-Treasurer.

287 St-Germain St., P.O.B. 454.
Rimouski, (County of Rimouski) P.Q. 37623

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF DRUMMONDVILLE
(County of Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Marier, Secretary-Treasurer, P.B. 262, 224 Hériot Street, Drummondville, County of Drummond, until 8.00 o'clock p.m., Thursday, August 5, 1954, for the purchase of an issue of \$345,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the City of Drummondville, County of Drummond, dated August 1st, 1954 and redeemable serially from August 1st, 1955 to August 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan by-law dated February 23, 1954, as amended — an annex to the school of St. Frédéric, and gymnasium — in the amount of \$300,000.

Résolution d'emprunt en date du 3 décembre 1953, telle que modifiée — solde dû sur construction école St-Pierre et solde dû sur achat de terrain — pour un montant de \$45,000.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Loan By-law dated December 3, 1953, as amended — balance due on erection of the school of St. Pierre, and that on purchase of land — in the amount of \$45,000.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1954.

Tableau d'amortissement — \$345,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er août 1955.....	x \$21,000.00
1er août 1956.....	x 22,000.00
1er août 1957.....	x 23,000.00
1er août 1958.....	x 24,000.00
1er août 1959.....	x 25,000.00
1er août 1960.....	x 26,000.00
1er août 1961.....	x 27,500.00
1er août 1962.....	x 29,000.00
1er août 1963.....	x 30,000.00
1er août 1964.....	x 31,500.00
1er août 1965.....	16,000.00
1er août 1966.....	16,500.00
1er août 1967.....	17,000.00
1er août 1968.....	18,000.00
1er août 1969.....	18,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$171,300, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$17,130 chacun, de 1955 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville, comté de Drummond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Drummondville, comté de Drummond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 5 août 1954, à 8 heures p.m., au bureau de la commission scolaire, 224 rue Hériot, Drummondville, comté de Drummond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville, (Comté de Drummond), ce 2 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL MARIER.

224, rue Hériot, B.P. 262, Drummondville,
(Comté de Drummond), P.Q. 37620-0

Province de Québec

VILLE DE MÉGANTIC
(Comté de Frontenac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H. Fecteau, greffier, Hôtel de Ville, C.P., 129,

Table of redemption — \$345,000.00 — 15 years.

Year	Capital
August 1st, 1955.....	x \$21,000.00
August 1st, 1956.....	x 22,000.00
August 1st, 1957.....	x 23,000.00
August 1st, 1958.....	x 24,000.00
August 1st, 1959.....	x 25,000.00
August 1st, 1960.....	x 26,000.00
August 1st, 1961.....	x 27,500.00
August 1st, 1962.....	x 29,000.00
August 1st, 1963.....	x 30,000.00
August 1st, 1964.....	x 31,500.00
August 1st, 1965.....	16,000.00
August 1st, 1966.....	16,500.00
August 1st, 1967.....	17,000.00
August 1st, 1968.....	18,000.00
August 1st, 1969.....	18,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$171,300 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$17,130 each, from 1955 to 1964 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified, cheque payable at par at Drummondville, County of Drummond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at, Montreal, Quebec or at Drummondville, County of Drummond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Thursday, August 5, 1954, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the School Commission, 224 Hériot Street, Drummondville, County of Drummond.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville, (County of Drummond), this July 2nd, 1954.

MARCEL MARIER,
Secretary-Treasurer.

224 Hériot Street, P.B. 262, Drummondville,
(County of Drummond), P.Q., 37620

Province of Quebec

TOWN OF MÉGANTIC
(County of Frontenac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned H. Fecteau, clerk, Town Hall, P.O.B. 129, 2 Frontenac St., Mégan-

2 rue Frontenac, Mégantic, comté de Frontenac, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 2 août 1954, pour l'achat de \$300,000.00 d'obligations de la ville de Mégantic, comté de Frontenac, datées du 1er août 1954 et remboursables par séries du 1er août 1955 au 1er août 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux de $3\frac{1}{2}\%$ de 1955 à 1964 et de 4% de 1965 à 1974 inclusivement par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 206 — Terminer la construction d'un pouvoir hydro-électrique au centre Gayhurst et rembourser emprunt temporaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$300,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1955.....	\$10,500.00
1er août 1956.....	11,000.00
1er août 1957.....	11,000.00
1er août 1958.....	11,500.00
1er août 1959.....	12,000.00
1er août 1960.....	12,500.00
1er août 1961.....	13,000.00
1er août 1962.....	13,500.00
1er août 1963.....	14,000.00
1er août 1964.....	14,000.00
1er août 1965.....	15,000.00
1er août 1966.....	15,500.00
1er août 1967.....	16,000.00
1er août 1968.....	16,500.00
1er août 1969.....	17,000.00
1er août 1970.....	18,000.00
1er août 1971.....	18,500.00
1er août 1972.....	19,500.00
1er août 1973.....	20,000.00
1er août 1974.....	21,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mégantic, comté de Frontenac.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Mégantic, comté de Frontenac.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 août 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 2 rue Frontenac, Mégantic, comté de Frontenac.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mégantic, (Comté de Frontenac), ce 5 juillet 1954.

Le Greffier,
H. FECTEAU.

C.P. 129, Hôtel de Ville, 2, rue Frontenac,
Mégantic, (Comté de Frontenac), P.Q.
37629-0

tic, County of Frontenac, until 8 o'clock p.m., Monday, August 2, 1954, for the purchase of an issue of \$300,000.00 of bonds of the town of Mégantic, county of Frontenac, dated August 1st, 1954, and redeemable serially from August 1st, 1955 to August 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of $3\frac{1}{2}\%$ from 1955 to 1964 and of 4% from 1965 to 1974, inclusively per annum, payable semi-annually on February 1st to August 1st of each year. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 206 — To finish the construction of a hydro-electric power-house in the center of Gayhurst and reimburse the temporary loan.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$300,000.00 — 20 years.

Year	Capital
August 1st, 1955.....	\$10,500.00
August 1st, 1956.....	11,000.00
August 1st, 1957.....	11,000.00
August 1st, 1958.....	11,500.00
August 1st, 1959.....	12,000.00
August 1st, 1960.....	12,500.00
August 1st, 1961.....	13,000.00
August 1st, 1962.....	13,500.00
August 1st, 1963.....	14,000.00
August 1st, 1964.....	14,000.00
August 1st, 1965.....	15,000.00
August 1st, 1966.....	15,500.00
August 1st, 1967.....	16,000.00
August 1st, 1968.....	16,500.00
August 1st, 1969.....	17,000.00
August 1st, 1970.....	18,000.00
August 1st, 1971.....	18,500.00
August 1st, 1972.....	19,500.00
August 1st, 1973.....	20,000.00
August 1st, 1974.....	21,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Mégantic, county of Frontenac.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Megantic, county of Frontenac.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 2, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 2 Frontenac Street, Mégantic, county of Frontenac.

The Council does bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mégantic, (County of Frontenac), this 5th July, 1954.

H. FECTEAU,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 129, Town Hall, 2, Frontenac Street,
Mégantic, (County of Frontenac), P.Q.
37629

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul Rocheleau, secrétaire-trésorier, 80, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 3 août 1954, pour l'achat de \$770,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 18 mai 1954 — Construction d'une école avec résidence et de deux annexes d'écoles pour un total de trente-sept classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Tableau d'amortissement — \$770,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1955.....	\$ 1,000.00
1er juin 1956..... x	86,000.00
1er juin 1957..... x	90,000.00
1er juin 1958..... x	93,000.00
1er juin 1959..... x	97,000.00
1er juin 1960..... x	99,000.00
1er juin 1961.....	15,000.00
1er juin 1962.....	16,000.00
1er juin 1963.....	17,000.00
1er juin 1964.....	18,000.00
1er juin 1965.....	19,000.00
1er juin 1966.....	20,000.00
1er juin 1967.....	21,000.00
1er juin 1968.....	22,000.00
1er juin 1969.....	23,000.00
1er juin 1970.....	25,000.00
1er juin 1971.....	25,000.00
1er juin 1972.....	26,000.00
1er juin 1973.....	28,000.00
1er juin 1974.....	29,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$426,081.20, accordé par le Premier Ministre de la province et payable en cinq versements de \$85,216.24 de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, aux Trois-Rivières ou au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Rocheleau, Secretary-Treasurer, 80 Dorval Street, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 3, 1954 for the purchase of an issue of \$770,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated June 1st, 1954 and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan Resolution dated May 18, 1954 — Erection of a school with residence and two schools annexes for a total of thirty-seven classrooms.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1954.

Table of redemption — \$770,000.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1955.....	\$ 1,000.00
June 1st, 1956..... x	86,000.00
June 1st, 1957..... x	90,000.00
June 1st, 1958..... x	93,000.00
June 1st, 1959..... x	97,000.00
June 1st, 1960..... x	99,000.00
June 1st, 1961.....	15,000.00
June 1st, 1962.....	16,000.00
June 1st, 1963.....	17,000.00
June 1st, 1964.....	18,000.00
June 1st, 1965.....	19,000.00
June 1st, 1966.....	20,000.00
June 1st, 1967.....	21,000.00
June 1st, 1968.....	22,000.00
June 1st, 1969.....	23,000.00
June 1st, 1970.....	25,000.00
June 1st, 1971.....	25,000.00
June 1st, 1972.....	26,000.00
June 1st, 1973.....	28,000.00
June 1st, 1974.....	29,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$426,081.20, granted by the Prime Minister of the Province and payable in five instalments of \$85,216.24 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

Capital and interest are payable at bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, Trois-Rivières or at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 3 août 1954, à 8 heures p.m., au bureau desdits commissaires d'écoles, à 80, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, (Comté de Champlain), ce 12 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL ROCHELEAU.

80, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine,
(Comté de Champlain), P.Q. 37675-0

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, August 3, 1954, at the office of the said School Commissioners at 8 o'clock p.m., at 80, Dorval Street, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, (County of Champlain), this 12th day of July, 1954.

RAOUL ROCHELEAU,
Secretary-Treasurer.

80, Dorval Street, Cap-de-la-Madeleine,
(County of Champlain), P.Q. 37675

Province de Québec

PAROISSE DE ST-AMBROISE-DE-LA-
JEUNE-LORETTE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Adélard L'Heureux, N.P., secrétaire-trésorier, C.P. 38, 102, rue Racine, Loretteville, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 3 août 1954, pour l'achat de \$42,500 d'obligations de la paroisse de St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 127 — Achat d'un réseau d'aqueduc privé.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1954.

Province of Quebec

PARISH OF ST. AMBROISE-DE-LA-
JEUNE LORETTE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Adélard L'Heureux, N.P., Secretary-Treasurer, P.B. 38, 102 Racine Street, Loretteville, county of Quebec, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 3, 1954, for the purchase of an issue of \$42,500 of bonds of the Parish of St. Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, dated June 1st, 1954, and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 127 — Purchase of private system of waterworks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1954.

Tableau d'amortissement — \$42,500.00 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1955.....	\$ 500.00
1er juin 1956.....	500.00
1er juin 1957.....	1,000.00
1er juin 1958.....	1,000.00
1er juin 1959.....	1,000.00
1er juin 1960.....	1,000.00
1er juin 1961.....	1,000.00
1er juin 1962.....	1,000.00
1er juin 1963.....	1,000.00
1er juin 1964.....	1,000.00
1er juin 1965.....	1,000.00
1er juin 1966.....	1,000.00
1er juin 1967.....	1,000.00
1er juin 1968.....	1,000.00
1er juin 1969.....	29,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Loretteville, comté de Québec.

Table of redemption — \$42,500.00 — 15 years

Year	Capital
June 1st, 1955.....	\$ 500.00
June 1st, 1956.....	500.00
June 1st, 1957.....	1,000.00
June 1st, 1958.....	1,000.00
June 1st, 1959.....	1,000.00
June 1st, 1960.....	1,000.00
June 1st, 1961.....	1,000.00
June 1st, 1962.....	1,000.00
June 1st, 1963.....	1,000.00
June 1st, 1964.....	1,000.00
June 1st, 1965.....	1,000.00
June 1st, 1966.....	1,000.00
June 1st, 1967.....	1,000.00
June 1st, 1968.....	1,000.00
June 1st, 1969.....	29,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Loretteville, county of Quebec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 3 août 1954, à 8 heures p.m., au centre paroissial de Loretteville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 13 juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ADÉLARD L'HEUREUX, N.P.
102, rue Racine, C.P. 38, Loretteville,
Comté de Québec, P.Q. 37676-0

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, August 3, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Parish Centre of Loretteville.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (county of Quebec), this July 13, 1954.

ADÉLARD L'HEUREUX, N.P.
Secretary-Treasurer.
102 Racine Street, P.B. 38, Loretteville,
County of Quebec, P.Q. 37676

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieure, N° 15,233, (Siégeant en matière de faillite). Réal Levasseur, Métis Beach, comté de Matane, district de Rimouski, failli, & Henri-A. Martin, Syndic.

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

"Partie des lots numéros quarante-un et quarante-deux (41 et 42) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, étant un terrain situé au premier rang de la Seigneurie Perras, paroisse de St-Octave de Métis, borné au nord par la route nationale, au sud à R. & J. Campbell (ladite ligne sud partant du chemin et allant vers l'ouest, ayant une longueur de huit cent neuf pieds anglais (809'), et à l'ouest à Georges Sims, (à partir du coin sud-ouest et à aller jusqu'à la rencontre de la ligne ouest avec le chemin public), tel que borné, à distraire le terrain de Louis Bossé, lequel terrain contient cinquante pieds (50') de front sur le chemin public sur deux cent dix-huit pieds (218') de profondeur, mesure anglaise, le coin nord-est dudit terrain Bossé se trouvant à six cent douze pieds anglais (612') au nord-ouest du point où la ligne sud du terrain vendu coupe la ligne ou clôture du sud du chemin public, aussi à distraire les lots quarante-un-un et quarante-deux-un tel que cadastré par Louis L. Doyon d'après plan préparé en date du 22 juin 1953."

Pour être vendu au bureau du syndic soussigné à Rimouski, le NEUVIEME jour d'AOÛT 1954, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Cette vente est faite en vertu de l'article 55 de la Loi de 1949 sur la faillite et aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Daté de Rimouski, ce 29ème jour de juin 1954.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.
Bureau: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, Qué. 37600-28-2-0

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 15,233, (Sitting in Bankruptcy). Réal Levasseur Métis Beach, County of Matane, District of Rimouski, Bankrupt, & Henri-A. Martin, Trustee.

Public notice is hereby given that the under-mentioned Lands and tenements shall be sold at the respective times and places mentioned below.

"Part of lots numbers forty-one and forty-two (41 and 42) on the official cadastre of the parish of St-Octave de Métis, being a piece of land situate in the first range of the Perras Seignior, parish of St-Octave de Métis, bounded on the north by the National Highway, on the south by R. & J. Campbell (the said south line starting from the road and going towards the west, having a length of eight hundred and nine English feet (809') and on the west, by Georges Sims, (starting from the southwest corner and going as far as the meeting place of the west line with the public highway) as bounded, to subtract the land of Louis Bossé, which land contains fifty-feet (50') in front on the public highway by two hundred and eighteen feet (218') in depth, English measure, the northeast corner of the said land Bossé being at six hundred and twelve English feet (612') northwest of the point where the south line of the land sold cuts the line or fence south of the public highway, also to subtract, lots forty-one-one and forty-two-one as surveyed by Louis L. Doyon, according to plan prepared dated June 22, 1953."

To be sold at the office of the undersigned Trustee at Rimouski, the NINTH day of AUGUST, 1954, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

This sale is made under virtue of section 55 of the 1949 Bankruptcy Act and shall have the same effect of a sale by the Sheriff.

Dated at Rimouski, this 29th day of June, 1954.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.
Office: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, Que. 37600-28-2

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure (en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Georges R. Pelletier, restaurateur, St-Pascal, Co. Kamouraska. P.Q., débiteur;

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of bankruptcy of: Georges R. Pelletier, restaurant-keeper, St-Pascal county of Kamouraska, P.Q. debtor;

VENTE A L'ENCAN

AUCTION SALE

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIX-HUIT AOÛT, 1954, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissial, à St-Pascal, comté de Kamouraska, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1954, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold at public auction, at the parochial church door at St-Pascal, county of Kamouraska, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item A. Un terrain mesurant 150 pieds est-ouest par 100 pieds nord-sud et contenu dans les bornes suivantes: Au nord à Wildry Roy, au sud à la route Nationale ou route 2-A, à l'est à Gérard Paradis, à l'ouest à Fernand & Gérard Hudon, avec les bâtisses y érigées circonstances et dépendances lequel terrain est une partie des lots nos. deux cent soixante-et-un et deux cent soixante-deux (p. 261 & p. 262) du cadastre de St-Pascal et la totalité du lot N° 260 du même cadastre. Le tout tel qu'établi par le certificat de localisation préparé par Marc Thiboutot, arpenteur-géomètre le 10 juin, 1954. Les bâtisses y érigées consistent en une résidence, une station de service et restaurant.

Item A. A piece of land measuring 150 feet east-west by 100 feet north-south and contained within the following boundaries: On the north by Wildry Roy, on the south, by the National Highway or highway 2-A, on the east, by Gérard Paradis, on the west, by Fernand & Gérard Hudon, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, which land is a part of lots Nos. two hundred and sixty-one and two hundred and sixty-two (Pt. 261 & Pt. 262) of the cadastre of St-Pascal and the whole of lot No. 260 of the same cadastre. The whole as established by the certificate of location prepared by Marc Thiboutot, surveyor, on June 10th, 1954. The buildings erected thereon consist in a residence, a service station and a restaurant.

Cette vente est faite sujette par l'acquéreur à respecter les clauses contenues dans un bail de rente emphytéotique en faveur de Joseph d'Amboise à raison du loyer de \$17.00 par année payable le 1er juillet de chaque année ainsi sujette à une rente viagère de \$12.00 par mois en faveur de Dame Élise Levesque-Pelletier et autres considérations. Le tout contenu dans un acte passé devant le notaire Ouellet, le 21 septembre 1942.

This sale is made subject by the purchaser to respect the clauses contained in an emphyteutic lease in favor of Joseph d'Amboise subject to a rental fee of \$17.00 per year payable on July 1st of each year subject to a life rent of \$12.00 per month in favor of Dame Élise Levesque-Pelletier and other considerations. The whole contained in a deed passed before Notary Ouellet, on September 21, 1942.

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

This item shall be sold to the highest and last bidder, subject to rent charges and other servitudes which may exist.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux syndics sous-signés.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the undersigned trustees.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949; cette vente équivaut à la vente au Shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Québec.

This sale is made in conformity with sections 716, 717 and 719A of the C.P.C., and also with section 55 of the 1949 Bankruptcy Act; this sale is equivalent to that of a sale by the Sheriff. The whole according to judgment rendered by the Honourable Bankruptcy Court for the District of Quebec.

Conditions de paiement: argent comptant. Québec, ce 12 juillet 1954.

Payment conditions: cash. Quebec, this twelfth day of July, 1954.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111, Côté de la Montagne, Québec. 37648-29-2-o

11, Mountain Hill, Quebec. 37648-29-2

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Georges R. Pelletier, restaurateur, St-Pascal, comté de Kamouraska, P.Q. débiteur;

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Georges R. Pelletier, Restaurant-keeper, St-Pascal, County of Kamouraska, P.Q. debtor;

VENTE A L'ENCAN

AUCTION SALE

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIX-HUIT AOÛT 1954, à QUATRE heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'Église paroissiale, à St-Louis, comté de Kamouraska, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, on AUGUST EIGHTEENTH, 1954, at FOUR o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the parochial church door at St-Louis, county of Kamouraska, the following immoveable, to wit:

Item A. Un terrain mesurant deux cents pieds dans sa ligne est-ouest en bordure de la voie publique par environ cent pieds dans sa ligne nord-sud, et contenu entre les bornes suivantes: au nord à ladite voie publique, au sud au vendeur, c'est-à-dire à la première clôture qui s'y rencontre, à l'est à Gérard Laplante et à l'ouest audit vendeur, lequel terrain fait partie des lots de terre Nos cent quatre-vingt-un et cent quatre-vingt-deux (P. 181 et P. 182) du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis de Kamouraska, moins et excepté servitudes en faveur de Quebec Power Co. enrg. 47678 et 49987 et hypothèque de National Trust Co. Ltd. à Québec Power Co.

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949; cette vente équivaut à la vente au Shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Québec.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 12 juillet 1954.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

37648-29-2-o 111, Côte de la Montagne, Québec.

Item A. A lot of land measuring two hundred feet on its east-west line on the border of the public highway by about one hundred feet on its north-south line, and contained between the following boundaries: on the north by the said public road, south by the seller, that is to say at the first fence to be met with, on the east by Gérard Laplante, and on the west by the said seller, which land forms part of lots of land Nos. one hundred and eighty-one and one hundred and eighty-two (Pt. 181 and Pt. 182) of the official cadastre of the parish of St-Louis of Kamouraska less and with the exception of servitudes in favor of the Quebec Power Co. registered 47678 and 49987 and mortgage of National Trust Co. Ltd., to the Quebec Power Co.

This item shall be sold to the highest and last bidder, with rent charges and other servitudes which may exist.

These titles and certificates may be examined at any time by applying to the undersigned trustees.

This sale is made in conformity with sections 716, 717 and 719A of the C.P.C., and also with section 55 of 1949 Bankruptcy Act; this sale is equivalent to that of a sale by the Sheriff. The whole according to judgment rendered by the Honorable Bankruptcy Court for the District of Quebec.

Payment conditions: cash.
Québec, this twelfth day of July, 1954.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

37648-29-2 111, Mountain Hill, Québec.

Ventes pour taxes

Province de Québec — Comté de Chambly

CITÉ DE LONGUEUIL

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 30 juin 1954, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de Longueuil, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'hôtel de ville de la cité de Longueuil, 100 ouest rue St-Charles, Longueuil, le MARDI, TROISIEME jour d'AOÛT 1954, à DIX heures du matin, heure avancée de l'Est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1953 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la 1ère section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais, suivant les dispositions de l'article 74 de la loi de la Commission Municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la 2e section sera finale et le droit de retrait ne pourra être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas \$1,000.00.

Sales for Taxes

Province of Quebec — County of Chambly

CITY OF LONGUEUIL

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order dated June 30th 1954, has ordered the undersigned in conformity with the provisions of Section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter described in payment of arrears of taxes due to the city of Longueuil, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council hall of the City Hall of the City of Longueuil, 100 St. Charles Street West, Longueuil, TUESDAY, the THIRD day of AUGUST, 1954, at TEN o'clock of the forenoon (Eastern Daylight Saving time).

However, there shall be excluded from the sale the immovables upon which taxes falling due on or before the 1st of December 1953 shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be made subject to right of redemption, but according to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section will be final and right of redemption can not be exercised; all the said immovables being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

Première section — Immeubles sujets au droit de retrait
First Section — Immovables subject to right of redemption

Rôle N° Roll No.	Nom des propriétaires Name of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivision
574-575.....	Ubaldo Rémillard.....	296.....	
1330.....	M. Joseph Lucien Roy.....	348.....	551.....
		348.....	552.....
		348.....	P. 692.....
		348.....	P. 693.....

Description: — Une lisière de terrain situé en la cité de Longueuil, mesurant quatre pieds et neuf pouces dans la ligne sud-est, neuf pieds et neuf pouces dans la ligne nord-ouest, par toute la profondeur qui peut se trouver entre le Chemin de Fer Canadien National et la ligne sud-est du lot numéro cinq cent-cinquante de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-huit des plans et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, et contenant environ sept cent quatre-vingt-six pieds carrés en superficie, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et formant partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros six cent quatre-vingt-douze et six cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-huit (348-P. 692 et P.-693) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, bornée, ladite lisière, vers le nord-est par le lot N° 348-552, vers le sud-est par le Chemin de Fer Canadien National, vers le sud-ouest par partie des lots Nos 348-692 et 693, et vers le nord-ouest par partie du lot N° 348-550.

Description: — A strip of land situated in the city of Longueuil, measuring four feet and nine inches in the south-east line, nine feet and nine inches in the north-west line, by the full depth which lies between the Canadian National Railroad and the south-east line of lot number five hundred and fifty of the official subdivision of the original lot number three hundred and forty-eight of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, and having an area of seven hundred and eighty-six square feet, the whole being in english measure and more or less, and being part of the lots known and designated by numbers six hundred and ninety-two and six hundred and ninety-three of the official subdivision of the original lot number three hundred and forty-eight (348-P. 692 and P.-693) on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, now the city of Longueuil, in the county of Chambly, bounded, the said strip of land, to the north-east by lot number 348-552, to the south-east by the Canadian National Railroad, to the south-west by parts of lots numbers 348-692 and 693, and to the north-west by part of lot number 348-550.

Deuxième section — Immeubles non sujet aux droits de retrait
Second Section — Immovables not subject to right of redemption

Rôle N° Roll No.	Nom des propriétaires Name of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivision
161.....	Mrs. R. H. MacDonald.....	1.....	36.....
162.....	Miss Agnès Rutherford.....	1.....	37.....
S-1.....	The Suburban Land Co.....	345A.....	3.....

Je certifie que la liste susdite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le troisième jour d'août 1954, pour défaut de paiement des répartitions de taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dues à la cité de Longueuil.

Les immeubles ci-dessus mentionnés sont tous des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil aujourd'hui la cité de Longueuil, et situés dans ladite cité de Longueuil.

Termes: argent comptant ou chèque visé.
Donné en la cité de Longueuil ce sixième jour de juillet mil neuf cent cinquante-quatre.

(Sceau)
37617-28-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
L. PAUL GAGNON.

Province de Québec

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES
Comté de Laval

Avis public est, par les présentes donné que les propriétés ci-dessus désignées seront vendues à l'enchère, en l'Hôtel de Ville, de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, MARDI, le DIXIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent cinquante-quatre (1954), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the third day of August, 1954, for nonpayment of apportionnements on immovables of general and special taxes imposed on the said immovables and due to the City of Longueuil.

The above mentioned immovables are all of the plan and book of reference of the village of Longueuil, now the city of Longueuil and are situate in the city of Longueuil.

Termes: cash or certified cheque.
Given in the city of Longueuil, this sixth day of July, one thousand nine hundred and fifty-four.

(Seal)
37617-28-2-o

L. PAUL GAGNON,
Secretary-treasurer.

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES
County of Laval

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Office of the Town of Pointe-aux-Trembles, on TUESDAY, the TENTH day of AUGUST, nineteen hundred and fifty-four (1954), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 30 juin 1954, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 George V, chapitre 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated June 30th, 1954, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Arpin, Narcisse	206	1236
Barber, Joseph John	177	494, 495
Béland, Lauréat	205	851 à-to 853 incl.
Bourdon, Omer	45	33 à-to 35 incl.
Brousseau, Eugène	182	330 avec-with
	181	382
Buisson, Henri	199	367 à-to 369 incl.
Catelli, Léon et-and Marguerite	235	115
Chaput, Albina, veuve de-widow of Alcide Brouillard	182	244
Chevrier, Isabelle	206	440
Déry, Georges E., Hector L., Mme-Mrs. Vve-Wid. H. A. Desrosiers, Raymond Déry et-and Gaston Déry.	211	875 à-to 883 incl., 815 à-to 822 incl., 902 à-to 909 incl., 860 à-to 863 incl., 850 à-to 853 incl.
Desparts, Arsène Frederic	205	893 à-to 895 incl.
Devitz, Pierre	206	291
Dusablon, Philippe F.	211	481
Gauthier, Louis	202	526
Gauthier, Ludger	216	528
Gélinas, Paul	93	176
	109	344
Goupille, Narcisse	211	675
Guérin, Léopold et al.	100	36
Herbert Lubin Co.	41	396
Hutchings, Jennie	40	575 à-to 579 incl.
Labelle, J. Raoul	121	486 à-to 488 incl.
Labre, Jean	205	946, 947
Labrèche, Alice	216	213
Lalonde, Marcel, Yolande, Guy, Roger et-and Denise	176	112, 48, 49
Lemay, Henri	177	535, 625
Normand, Joseph	199	578
Pelosse, Roméo	177	531, 532
Prévile, Hervé	175	152, 153
Rivest, Stanislas	199	753
Robert, Aurore et-and Robert, Yvonne, épouse de-wife of Gilbert Lacombe	216	549

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la Ville de la Pointe-aux-Trembles.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes et occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville de la Pointe-aux-Trembles, ce douzième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-quatre.

(Vraie copie)

37649-29-2-o Le Secrétaire-trésorier,
PAUL A. TRUDEAU.

Province de Québec

VILLE MONTRÉAL NORD
(Comté de Laval)

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI le (11) ONZIEME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-quatre (1954), à DIX heures (10) heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 28 juin 1954, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, art. 550, tel qu'amendé par 24 Geor. V, chapitre 33, section 3.

The above immovables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles, this twelfth day of July, nineteen hundred and fifty-four.

(True copy)

37649-29-2-o PAUL A. TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

TOWN OF MONTRÉAL NORTH
(County of Laval)

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the Town of Montreal-North, on WEDNESDAY (11) the ELEVENTH day of AUGUST, nineteen hundred and fifty-four, (1954), at TEN (10) o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 28th 1954, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Mme-Mrs. J. F. Bragg.....	29.....	728, 729, 730
Rodolphe Laporte.....	31.....	86, 87
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Ed. James Girwood.....	31.....	643, 644, 645, 646
M. et Mme-Mr. and Mrs. Henry Jenkins.....	31.....	936, 937, 938
Albert P. Fontaine.....	35.....	2, 3
Victor Locke.....	38.....	155-1, 155-2
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Thomas Murphy.....	48.....	S-2
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Mlle-Miss Annette Ouimet.....	48.....	23, 25
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Roland Lauzon.....	45.....	1164, 1165, 1166
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Marie-Claire Morin.....	49.....	2
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Marcel Morin.....	49.....	3, 4, 5
Ernest Lussier.....	50.....	624, 625
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Paul Leblanc.....	59.....	4 pte
La partie nord-est de forme rectangulaire du lot de sub. N° 4B, du lot originaire N° 59, mesurant 50 pi. de front sur 175 pi. de profondeur, borné en front dans sa ligne nord-ouest par la rue Malo portant le N° de sub. 3, en arrière dans sa ligne sud-est par le lot de sub. N° 5, d'un côté dans sa ligne sud-ouest par le résidu du lot de sub. N° 4B, de l'autre côté dans sa ligne nord-est par la rue Armand-Lavergne portant le N° du sub. N° 12.		
The north-east part of rectangular form of sub. lot 4B of original lot no. 59, measuring 50 feet wide by 175 feet deep, more or less, bounded in front in its north-west line by Malo St., bearing subd. no. 3 at the rear in its southeast line by sub. lot no. 5, on one side in its south-west line by residue of sub. lot no. 4B and on the other side in its north-east line by Armand-Lavergne Street, bearing sub. no. 12.		
Gaëtan Baril.....	60.....	32
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Edouard Labelle.....	61.....	529
Arthur Tardy.....	62.....	19, 20
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Mme-Mrs. Ernest Bernier.....	62.....	446
P. McDermoth.....	62.....	447
Paul Beauchesne.....	63.....	45
M. et Mme-Mr. and Mrs. Eugène Bédard.....	73.....	487, 488
Mme-Mrs. S. Hébert et al.....	76.....	726, 727, 728, 729, 730, 774, 775
Stephen Petrioke.....	77-79.....	149-186, 150-187, 151-188, 152-189
Mme-Mrs. B. Kitridge.....	77-79.....	413-376
Chrs. A. Delaunais.....	85.....	168, 169
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Ernest Hogue.....	86-90.....	74-242, 75-243
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Roméo Dallaire.....	86.....	164, 165
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Albert Stocher.....	86.....	243, 244
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Jean-Marie Lépine.....	86.....	247, 248
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Mme-Mrs. G. A. Racine.....	90.....	685, 686, 687
Roméo Phénix.....	93.....	476, 477
Adrien Proulx.....	114.....	11
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Henri-Paul Berthelet.....	116.....	14 P
La partie du lot de sub. no 14, du lot originaire N° 116, mesurant 25 pi. de front sur 67.4 pi. de profondeur plus ou moins mesure anglaise, et formant une superficie de 1,685 pi. car. bornée en front dans sa ligne nord-est par le résidu du lot de sub. N° 14, en arrière dans sa ligne sud-ouest par la ruelle N° 48, d'un côté dans sa ligne nord-ouest par le lot de sub. N° 243 et de l'autre côté dans sa ligne sud-est par le lot de sub. N° 13.		
This part of sub. lot no. 14, of original lot no. 116, measuring 25 feet wide by 67.4 feet deep, more or less, making a total area of 1685 s.f., bounded in front in its north-east line by the residue of lot no. 14, at the rear in its south-west line by lane no. 48, on one side in its north-west line by lot no. 243 and on the other side in its south-east line by lot no. 13.		
Henri-Paul Berthelet.....	116.....	243
Georges Paquette.....	116.....	308
Antonio Chartrand.....	93.....	133, 134, 135
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Roger Maynard.....	115.....	135, 136, 137, 138
(Avec bâtisse dessus érigée.)		(With building thereon erected.)
Raoul Tierman.....	116.....	232, 233

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce 13ième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-quatre (1954).

Le Secrétaire-trésorier,
37662-29-2-o RENÉ BERGERON, C.A.

Province de Québec

CITÉ DE SAINT-MICHEL
Comté de Laval

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la Cité de Saint-Michel, JEUDI, le (12) DOUZIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-quatre (1954) à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens, ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 23 juin 1954 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal North, this 13th day of July, Nineteen hundred and fifty-four (1954).

RENÉ BERGERON, C.A.,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

CITY OF ST. MICHEL
(County of Laval)

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the City of St. Michel, on THURSDAY, the (12th) TWELFTH day of AUGUST, Nineteen hundred and fifty-four (1954) at TEN o'clock in the forenoon daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs, be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 23rd, 1954, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, Section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Alphonse Garneau..... (Avec bâtisses dessus érigées.)	339.....	1, 2 (With buildings thereon erected.)
W. T. Heney (ruelles-lanes).....	343.....	170, 240, 310, 346, 416, 486, 522, 543, 566, 578, 579, 598, 615, 624, 694, 764, 800, 870, 871, 941, 977, 1047, 1089, 1098, 1123, 1151, 1152, 1185, 1216, 1254, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1273.
Henry St. Lois.....	364.....	1007, 1008
I. Caisse.....	365.....	216
Victor Allen.....	365.....	396, 397
Sam Biberman & Harry Sinclair.....	365.....	420
Edouard Kelly.....	442.....	712
	443.....	737
	442.....	713 (une moitié seulement, côté nord du lot N° 712) — (one half only, north side, of lot No. 712).
	443.....	738 (une moitié seulement, côté nord du lot N° 737) — (one half only, north side, of lot No. 737).
(Avec bâtisses dessus érigées.)		(With buildings thereon erected.)
Keough Wallace.....	445.....	42
	446.....	267
The Northern Land Co. Ltd (ruelles-lanes).....	445.....	811
Leonora Bond.....	446.....	585
Tesky Farm Land Limited (rue-lane).....	474.....	813-3
St-Michel Farm Inc. (rue-lane).....	474.....	978-2

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Cité de Saint-Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Cité de Saint-Michel, ce (12) douzième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-quatre (1954).

(Sceau)

(Vraie copie)
37663-29-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
A. E. CHEVRIER.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, and situated in the City of St. Michel.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at City of St. Michel, this (12th) twelfth day of the month of July, Nineteen hundred and fifty-four (1954).

(Seal)

(True copy)
37663-29-2-o

A. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec
Comté de Lac-Saint-Jean-Est

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE
DE SAINT-CŒUR-DE-MARIE

Province of Quebec
County of Lake St. John East

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE
OF SAINT-CŒUR-DE-MARIE

Avis public est, par les présentes, donné que, par un arrêté en date du 23 juin 1954, la Commission Municipale de Québec, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre l'immeuble, ci-dessous décrit, pour satisfaire au paiement des taxes, dûes à la municipalité scolaire du village de Saint-Cœur-de-Marie, avec intérêts et frais et, qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu, par encan public, dans la salle du conseil, à Saint-Cœur-de-Marie, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le CINQ AOÛT 1954.

Toutefois, ledit immeuble ne sera pas vendu si toutes les taxes scolaires échues ont été payées au moment de la vente:

Joseph Villeneuve — Un terrain, mesurant 100 pieds de largeur dans le sens de la route sur 110 de profondeur, faisant partie du lot numéro 26-A du rang trois du cadastre officiel du canton Delisle, borné vers le nord et l'est au reste du terrain de la venderesse, au sud à Charlemagne Simardet, à l'ouest au chemin public, conduisant au quatrième rang, avec les servitudes actives et sujettes aux servitudes passives.

Cet immeuble sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, servitudes apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix de l'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement. La vente sera, en outre, sujette aux droits de retrait et autres dispositions de la Loi de la Commission Municipale de Québec.

Donné à Saint-Cœur-de-Marie, ce 10e jour de juillet 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
73655-29-2-0 JEAN-PAUL TREMBLAY.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated June 23rd, 1954, has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovable hereinunder described, in payment of taxes due to the school municipality of the village of Saint-Cœur-de-Marie, with interests and costs and that consequently, the said immovable shall be sold, by public auction, in the council hall, at Saint-Cœur-de-Marie, at TEN o'clock in the forenoon, THURSDAY, on AUGUST FIFTH, 1954.

However, the said immovable shall not be sold if all the school taxes due are paid at the time of sale:

Joseph Villeneuve — A parcel of land, measuring 100 feet in width following the highway by 110 in depth, forming part of lot number 26-A from range three on the official cadastre of the Delisle township, bounded on the north and on the east to the rest of the land pertaining to the seller on the south to Charlemagne Simardet, on the west by the public highway, conducting to the fourth range, with the active servitudes and subject to the passive servitudes.

This immovable shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, should there be any, apparent and unapparent servitudes by which they may be affected.

The adjudication price of this immovable shall be payable immediately. The sale shall be, moreover, subject to redemption rights and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Cœur-de-Marie, this 10th day of July, 1954.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
73655-29-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, (MOISE GAUVIN, marchand, Saint-Eugène de Grantham, comté de Drummond, N° 10,066.

demandeur vs ÉMILIEN DESELLIERS, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une terre, avec bâtisses y érigées, située à Saint-Eugène de Grantham, comté de Drummond, connue et désignée comme étant le lot numéro mille cent cinquante-six (1156) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de Saint-Eugène de Grantham, comté de Drummond, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1954 à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Arthabaska, ce 19 juin 1954. FÉLIX HOULE.
37521-26-2-0

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Magistrate's Court, (MOISE GAUVIN, merchant, St. Eugene de Grantham, county of Drummond, No. 10,066.

tiff, vs ÉMILIEN DESELLIERS, of the city and district of Montreal, Defendant.

A farm, with buildings erected thereon, situate at St. Eugene de Grantham, county of Drummond, known and designated as being lot number on thousand one hundred and fifty-six (1156) on the official plan and book of reference of the Township of Grantham, county of Drummond.

To be sold at the Catholic church door of St. Eugene de Grantham, county of Drummond, the TWENTY-NINTH day of JULY 1954, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, this June 19, 1954. Sheriff.
37521-26-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Dans la Cour du Magistrat,
District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { LA CAISSE POPU-
à savoir: LAIRE ST-LUC,
N° 21,861. { société régie par la Loi
des Syndicats Coopératifs
de la province de Québec, ayant son siège social
à St-Luc, comté de Dorchester, contre le SYN-
DICAT OUELLET ST-LUC, société régie par
la Loi des Syndicats Coopératifs de la province
de Québec, ayant son siège social à St-Luc, comté
de Dorchester, à savoir: Un immeuble qui est
une fromagerie ainsi que tout le grément de
fromagerie faisant partie de cette fromagerie
lequel est situé sur un emplacement qui est
détaché de la demie du terrain portant le numéro
23, sud-est, rang 9, canton Standon, paroisse de
St-Luc, bornée: au nord-ouest par l'emplacement
de Laurent Fortin, au nord-est par le terrain de
Jean Vachon, au sud-est par l'emplacement de
Damase Lamontagne et au sud-ouest par le
chemin principal du village de St-Luc, Dorchester
tel que le tout est actuellement avec les servitudes
actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Luc, le NEUVIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 28 juin 1954.

[Première insertion: 3 juillet 1954].

[Second insertion: 17 juillet 1954].

37561-27-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
In the Magistrate's Court
District of Beauce

St-Joseph de Beauce, { THE CAISSE POPU-
to wit: LAIRE ST-LUC,
No. 21,861. { association governed by
the Cooperative Syndicate's Act of the Province of Quebec, having its
head office at St-Luc, county of Dorchester,
against the "SYNDICAT OUELLET ST-LUC",
association governed by the Cooperative Syndicate's Act of the Province of Quebec, having
its head office at St-Luc, county of Dorchester,
to wit: An immovable which is a cheese-factory
as well as all the equipment for cheese factory
forming part of this cheese factory, same being
situate on an emplacement which is detached
from the half of lot of land bearing number 23,
southeast, range 9, township of Standon, parish
of St. Luc, bounded: on the northwest by the
emplacement of Laurent Fortin, on the northeast
by the land of Jean Vachon, on the southeast,
by the emplacement of Damase Lamontagne
and on the southwest by the main road of the
village of St-Luc, Dorchester, as the whole is
presently with the servitudes active and passive,
without exception nor reserve.

To be sold at the parochial church door in the
parish of St-Luc, the NINTH day of AUGUST
next at TEN o'clock in the morning.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, June 28, 1954.

[First insertion: July 3, 1954].

[Second insertion: July 17, 1954].

37561-27-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé, (Iles de la Madeleine)

Cour de Magistrat, { EARL CLARKE, domi-
N° 319. { cilié à Grosse Ile. I.M.
demandeur; vs CHESLEY
LOHNES, domicilié à Grosse Ile, I.M. défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une partie du lot de terre subdivision 449 du
lot 28 contenant 5-0-0 acres de terre avec bâtisses
dessus construites. lot 31, contenant 31-3-0
acres de terre.

Pour être vendus à mon bureau, à Havre-
Aubert, I.M. le VINGT-NEUVIÈME jour de
JUILLET, 1954 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, NAPOLÉON BRIAND.
Havre-Aubert, Iles de la Madeleine. 37520-26-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé, (Magdalen Islands)

Magistrate's Court, { EARL CLARKE, domi-
No. 319. { ciled of the municipi-
pality Grosse Isle, M.I.
plaintiff; vs CHESLEY LOHNES, domiciled
at Grosse Isle, M.I. defendant.

As belonging to the defendant:

One part of lot of land subdivision 449 of lot
28 containing 5-0-0 acres of land, with buildings
erected thereon, lot 31, containing 31-3-0 acres
of land.

To be sold at may office, at Amherst, M.I. the
TWENTY-NINTH day of JULY, 1954 at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

NAPOLÉON BRIAND,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Amherst, M.I. 37520-26-2-o

District de Gaspé, Percé P.Q.

Cour de Magistrat { J. R. GAGNON & CO.
N° 8944 { LTD du village de Gas-
pé P.Q., demanderesse contre
LÉONARD SMITH, journalier, du village
de Gaspé, défendeur.

"Un certain morceau ou parcelle de terrain
situé dans la municipalité de Gaspé-Baie-Sud,
connu et désigné aux plan et livre de renvoi
officiels du canton de Gas-Baie-Sud, comme
étant une partie du lot numéro 6-D du premier
rang, dit canton de Gaspé-Baie-Sud, borné au
nord par la ligne séparative entre le canton de
Gaspé-Baie-Sud et le village de Gaspé, au sud
par le Chemin de la Reine, à l'est par la pro-

District of Gaspé Percé, P.Q.

Magistrate's Court { J. R. GAGNON & CO.
No. 8944 { LTD of the village of
Gaspé, P.Q., plaintiffs against
LÉONARD SMITH labourer of the
village of Gaspé, defendant.

"A certain piece or parcel of land situate in the
municipality of Gaspé Bay South, known and
designated on the official plan and book of re-
ference of the township of Gaspé Bay South, as
part of lot number 6-D of the first range, said
township of Gaspé Bay South, bounded on the
North by the Division Line between the town-
ship of Gaspé Bay South and the village of Gaspé,
on the South by the Queen's Highway, on the

priété des héritiers légaux de feu Walter Baker et à l'ouest par la propriété de Percy LeQuesne."

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Gaspé, P.Q., VENDREDI le VINGTIÈME jour d'AOUT 1954 à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
JOSEPH F. MEAGHER.
Percé, 10 juillet 1954. 37668-29-2

East by the property of the legal heirs of the late Walter Baker and on the West by the property of Percy LeQuesne."

To be sold at the church door of the village of Gaspé, P.Q., on FRIDAY the TWENTIETH day of AUGUST at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, JOSEPH F. MEAGHER,
Percé, July 10th, 1954. Sheriff.
37668-29-2-o

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 3020. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, demandeur,
vs ODILON LAFRENIÈRE, Messines, comté de
Gatineau, défendeur.

"Un immeuble sis et situé au canton de Bouchette, comté de Gatineau, Province de Québec, connu et désigné comme étant formé de: Le lot N° 1 de la subdivision officielle du lot N° 27-1, du troisième rang aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bouchette, contenant en superficie 46 acres et huit dixième d'acre, sujet ledit lot à un chemin de 10 pieds de largeur dans la ligne entre ledit rg 3 et le rg 2 dudit canton de Bouchette pour communiquer au ruisseau qui coule sur ledit lot 27-1 tel que réservé par Rosalie Talbot Vve de Paul Richard sous vente enregistrée sous le N° 3563 Liber B. Volume 5. Le lot N° 2 de la subdivision du lot N° 27-2 du 3e rang aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bouchette, contenant en superficie 46, 8 acres. Le lot N° 28 du 3e rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bouchette contenant en superficie 93, 6 acres. Le lot N° 29 du 3e rang aux plan et livre de renvoi du canton de Bouchette en superficie 93, 6 acres. La maison et les autres bâtisses constituées sur lesdits lots.

Subordonné à une servitude de droit de passage telle que désignée dans un acte de vente en date du 28 septembre 1937 reçu devant Me T. Lacoursière N.P. et dont copie dûment enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, le 30 septembre 1937 N° 3563 L. B. Vol. 5, et une servitude en faveur de Bell Telephone Co. consenti aux termes d'un acte de servitude en date du 8 septembre 1948 reçu devant Me C. Lessard N.P. et dont copie dûment enregistrée audit Bureau de la Division d'enregistrement de Gatineau à Maniwaki, le 25 octobre 1948 sous le N° 21281."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Raphael de Messines, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOUT, 1954, à TROIS heures de l'après-midi, (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
R. ST. PIERRE.
ce 13 juillet, 1954. 37666-29-2-o

District de Hull

Cour Supérieure, { NORTHERN ELECTRIC
N° 2986. { COMPANY LIMIT-
TED, un corps politique et
incorporé ayant son siège social et principale
place d'affaires en les cité et district de Mont-
réal, demanderesse, vs MICHEL LEBLANC,
de Buckingham, district de Hull, entrepreneur
électricien, défendeur.

"Une propriété immobilière connue et décrite
comme étant une partie du lot un du lot originaire cinq-cent-

HULL

District of Hull

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 3020. { BUREAU, a body politic
and corporate, with head office
at Quebec, plaintiff; vs ODILON LAFRE-
NIÈRE, Messines, county of Gatineau, defend-
ant.

An immoveable situate in the Township of Bouchette, county of Gatineau, Province of Quebec, known and designated as being composed of:

Lot No. 1 of official subdivision of lot No. 27-1, Range three of the official plan and book of reference for the Township of Bouchette, containing an area of 46 acres and eight tenths, the said lot being subject to a road ten feet wide along the line between Ranges 3 and 2 of said Township of Bouchette leading to a brook on lot 27-1 such as reserved by Rosalie Talbot, Widow of Paul Richard, under registered deed of sale No. 3563 Liber B, Volume 5. Lot No. 2 of subdivision of lot No. 27-2, Range 3 of official plan and book of reference for the Township of Bouchette, containing an area of 46.8 acres. Lot No. 28, Range 3 of the official plan and book of reference of the Township of Bouchette containing an area of 93.6 acres. Lot No. 29, Range 3 of the plan and book of reference of the Township of Bouchette, having an area of 93.6 acres; with house and other buildings erected on said lots.

Subordinated to a servitude of right of way contained in a deed of sale dated September 28, 1937, passed before T. Lacoursière N.P., copy of which was duly registered at the office of the Registration Division of Gatineau, at Maniwaki, September 30th, 1937, under No. 3563, L. B. Vol. 5, and a servitude in favour of the Bell Telephone Co., granted according to a deed of servitude, dated September 8, 1948 passed before Me C. Lessard N.P., copy of which was duly registered at said Office of the Registration Division of Gatineau, at Maniwaki, on October 25 1948 under No. 21281."

To be sold at the parochial Church door of St. Raphael de Messines, the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1954, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, R. ST. PIERRE,
this July 13th, 1954. Sheriff.
37666-29-2

District de Hull

Superior Court, { NORTHERN ELECTRIC
No. 2986. { COMPANY LIMIT-
ED, a body politic and corpo-
rate having its Head Office and principal place
of business in the City and District of Montreal,
plaintiff; vs MICHEL LEBLANC, of Bucking-
ham, in the District of Hull, Electrical Contractor,
defendant.

"An immoveable property known and described as being part of lot one of the official subdivision of lot one of original lot five hundred

quarante-sept (ptie 547-1-1), suivant les plan et livre de renvoi officiels de la ville de Buckingham, plus explicitement décrite comme suit: Commencant à un point du côté est de la rue David, ledit point distant de six cent-soixante pieds (660') mesuré dans une direction sud vingt-deux degrés quinze minutes ouest (S. 22°15'O) le long du côté est de ladite rue David, du coin sud-ouest du lot cinq cent-dix (510) de la ville de Buckingham, dudit point dans une direction sud vingt-deux degrés 15 minutes ouest (S. 22°15'O) le long du côté est de ladite rue David sur une distance de cent-douze pieds et trois dixièmes (112.3') de là dans une direction sud quatre-vingt-deux degrés six minutes est (S. 82°6'E) sur une distance de trois cent-vingt et un pieds et neuf dixièmes (321.9'), de là sud quatre degrés vingt-cinq minutes ouest (S. 4°25'O) sur une distance de dix pieds et trois dixièmes (10.3'), de là sud quatre-vingt-un degrés trente minutes est (S. 81°30'E) sur une distance de cinquante-cinq pieds et cinquante-cinq centièmes (55.55'), de là nord 30 degrés trente-trois minutes est (N. 30°33'E) sur une distance de trente pieds et sept dixièmes (30.7'), de là nord soixante-sept degrés quarante-cinq minutes ouest (N. 67°45'O) sur une distance de trois cent soixante-seize pieds et cinq dixièmes (376.5') ou jusqu'au point de départ, borné vers le nord par une partie dudit lot un (ptie 547-1), étant la propriété de Thomas Holmes ou ayants droits, vers l'est par une partie dudit lot un (ptie 547-1-1) étant la propriété de W. R. Cole ou ayants droits, vers le sud par une partie dudit lot un (ptie 547-1-1) et vers l'ouest par ladite rue David, ayant une superficie approximative de vingt-cinq mille cinq cent soixante et onze pieds carrés et vingt-cinq centièmes (25,571.25 pi. c.) toutes les dimensions étant de la mesure anglaise et les directions étant astronomiques, avec toutes les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Grégoire de Naziance de Buckingham, le VINGTIÈME jour d'AOUT, 1954, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, ce 13 juillet 1954. Le Shérif, R. ST. PIERRE. 37667-29-2

and forty-seven (pt. 547-1-1), according to the official plan and book of reference for the Town of Buckingham, more particularly described as follows: Commencing at a point of the East side of David Street, said point distant six hundred and sixty feet (660') measured in a direction South twenty-two degrees fifteen minutes West (S. 22°15'W) along the East side of said David Street, from the Southwest corner of lot five hundred and ten (510) of the Town of Buckingham from said point in a direction South twenty-two degrees fifteen minutes West (S. 22°15'W) along the East side of said David Street, on a distance of one hundred and twelve feet and three tenths of a foot (112.3') thence in a direction South eighty-two degrees and six minutes East (S. 82°6'E), on a distance of three hundred and twenty-one feet and nine tenths of a foot (321.9') thence South four degrees twenty-five minutes West (S. 4°25'W) on a distance of ten feet and three tenths of a foot (10.3'), thence South eighty-one degrees thirty minutes East (S. 81°30'E) on a distance of fifty-five and fifty-five hundredths of a foot (55.55') thence North thirty degrees thirty-three minutes East (N. 30°33'E) on a distance of thirty feet and seven tenths of a foot (30.7') thence North sixty-seven degrees forty-five minutes West (N. 67°45'W) on a distance of three hundred and seventy-six feet and five tenths of a foot (376.5') or to the point of commencement, bounded towards the North by part of said lot one (Pt. 547-1), the property of Thomas Holmes or assigns, towards the East by part of said lot one (Pt. 547-1-1), the property of W. R. Cole or assigns, towards the South by part of said lot one (Pt. 547-1-1), and towards the West by said David Street, having an approximate area of twenty-five thousand five hundred and seventy-one square feet and twenty-five hundredths of a square foot (25,571.25 sq. ft) all measures being English measure and directions being astronomical, with all buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Grégoire de Naziance de Buckingham, on the TWENTIETH day of AUGUST 1954, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, July 13, 1954. R. ST. PIERRE, Sheriff. 37667-29-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec, District de Joliette
Cour Supérieure, N° 11101 { DAVID LÉPINE, marchand, de la cité et du district de Joliette, demandeur, vs LA CHAMBRE DE COMMERCE JR INC., corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires en les cité et district de Joliette, défenderesse.

Comme appartenant et étant en la possession de la défenderesse, les biens immobiliers ci-après mentionnés et décrits, savoir:

"Un immeuble situé en la cité de Joliette, ayant front sur la route 48, de figure triangulaire, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre cent trente-quatre des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Paul, borné vers l'ouest par la route 48, vers le nord par une partie du lot N° 434 et vers le sud-est, par le lot N° 435, mesurant cent soixante-cinq pieds et six pouces de front, à l'ouest, cent cinq pieds au nord, et cent quatre-vingt-seize pieds au sud-est, contenant en superficie dix-sept mille trois cent soixante-

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province of Quebec, District of Joliette
Superior Court, No. 11101 { DAVID LÉPINE, merchant, of the city and district of Joliette, plaintiff, vs LA CHAMBRE DE COMMERCE JR INC., a legally incorporated corporation having its head office in the city and district of Joliette, defendant.

As belonging to and in the possession of the defendant, the immoveable property herein-after mentioned and described, to wit:

"An immoveable situate in the city of Joliette, having frontage on highway 48, of triangular figure and designated as being a part of lot number four hundred and thirty-four on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Paul, bounded on the west by highway 48, on the north by part of lot No. 434 and on the southeast by lot No. 435, measuring one hundred and sixty-five feet and six inches in front, on the west, one hundred and five feet on the north, and one hundred and ninety-six feet on the southeast, containing in

dix sept pieds et cinq dixièmes (17,377.5) pieds, mesure anglaise, avec bâtisse."

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Joliette, district de Joliette, MERCREDI le DIX-HUITIEME jour d'AOÛT 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 12 juillet 1954. 37650-29-2-o

superficial area seventeen thousand, three hundred and seventy-seven and five tenths feet (17,377.5) English measure, with building."

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House, in the city of Joliette, district of Joliette, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, July 12, 1954. 37650-29-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { Dame YVONNE MAR-
N° 348550 TIN, veuve non rema-
riée de Adéland Martel, de-
manderesse, vs J. MOÏSE LOISELLE, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur la rue Hutchison, en la cité de Montréal, composé des parties nord-ouest des lots numéros quatre vingt dix-sept, quatre vingt dix-huit et quatre vingt dix-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze (12-2 ptie N° 97-98 et 99) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte St. Louis, mesurant vingt et un pieds et six pouces de largeur, sur soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; et bornée comme suit: en front par la rue Hutchison, en arrière par le lot N° 12-2-100 au nord ouest par la rue Fairmont et au sud est par le résidu desdits lots nos 12-2-97-98 et 99; avec bâtisses dessus érigées portant le N° civique 5171 de ladite rue Hutchison, ainsi que le tout se trouve avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT AOÛT 1954, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU
Montréal, 13 juillet 1954. 37665-29-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { LA BANQUE PROVIN-
N° 12-442. CIALE DU CANADA.

corporation dûment constituée ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal et un bureau d'affaires dans le village de Verchères, district de Richelieu, demanderesse; vs ALBERT M. LAROSE, domicilié dans le village de Ste-Théodosie, district de Richelieu, défendeur; et CLAUDE PERRAS, des cité et district de Montréal, es-qualité de syndic dans la faillite de Albert M. Larose, mis-en-cause.

Saisis en la possession du défendeur et du mis-en-cause les immeubles ci-après décrits:

1° Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Théodosie, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent quatre vingt-quatorze (p. 394) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, bornée au nord ouest, au chemin public, au sud-ouest, au ruisseau Codère, et du côté nord-est, à la propriété de Madame Roméo Guertin, avec les bâtisses dessus construites et spécialement une conserverie avec la machinerie qui y est fixée à demeure.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { Dame YVONNE MAR-
No. 348550 TIN, unmarried wid-
pw of Adéland Martel, plaintiff, vs J. MOÏSE LOISELLE, defendant.

An emplacement fronting Hutchison Street, in the City of Montreal, composed of the north-westerly parts of lots number ninety-seven, ninety-eight and ninety-nine of official, subdivision of original lot number twelve (12-2 P. No. 97-98- and 99) of the official plan and book of reference of the village corporation of Côte St. Louis, measuring twenty one feet and six inches in width by seventy-five feet in depth, English measure, more or less; and bounded as follows: to the front by Hutchison Street, to the rear by lot No. 12-2-100, northwesterly by Fairmont Street and southeasterly by the residue of said lots No. 12-2-97-98 and 99; with buildings erected thereon, bearing civic number 5171 of said Hutchison Street, such as the whole stands with all active and passive servitudes, apparent and unapparent, attached to said immoveable."

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTIETH day of AUGUST 1954, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 13, 1954. 37665-29-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { LA BANQUE PROVIN-
No. 12-442. CIALE DU CANADA.

body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal and an office in the village of Verchères, district of Richelieu, plaintiff; vs ALBERT M. LAROSE, domiciled in the village of Ste-Théodosie, district of Richelieu, defendant; and CLAUDE PERRAS, of the city and district of Montreal, in his quality of trustee in the bankruptcy of Albert M. Larose, mis-en-cause.

Seized in the possession of the defendant and of the Mis-en-cause the following immovables hereinafter described:

1. An emplacement situate in the parish of Ste-Théodosie, known and designated as being part of lot number three hundred and ninety-four (Pt. 394) on the official plan and in the book of reference of the parish of Verchères, bounded on the northwest by the public highway, on the southwest by the Codère brook, and on the northeast side, by the property of Madame Roméo Guertin, with the buildings thereon erected thereon and especially a canning plant with the machinery which is permanently attached thereto.

2° Un lopin de terre à bois située en la paroisse de Ste-Théodosie, mesurant un arpent et une perche de largeur sur environ six arpents de longueur, sans garantie de mesure, bornée au nord-ouest, à la propriété de Xavier Dansereau, ou représentants, au nord-est, à celle de Joseph Ménard, ou représentants, au sud-est, à celle de Conrad Benoit, ou représentants, au Cordon, au sud-ouest, à celle de Xavier Dansereau ou représentants, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro trois cent trente-huit (P. 338) au cadastre officiel de la paroisse de Verchères.

3° Une terre située en la paroisse de Ste-Théodosie, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-huit et sept cent vingt quatre (388 et 724) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, contenant environ trois arpents de largeur sur environ vingt-neuf arpents de profondeur; avec une maison et autres bâtisses et dépendances dessus construites et spécialement une conserverie et la machinerie qui y est fixée à demeure; — à distraire, cependant, des dits lots de terre, les emplacements de messieurs Rodrigue Chagnon et Napoléon Duhamel, ou représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Théodosie (Calixa Lavallée) le DIX-HUIT AOÛT 1954, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
R. PAQUIN.
Bureau du Shérif,
Sorel, le 13 juillet 1954. 37669-29-2

2. A portion of wooded land situate in the parish of Ste-Théodosie measuring an arpent and one rod in width by about six arpents in length, without guarantee of measure, bounded on the Northwest by the property of Xavier Dansereau or representatives, on the Northeast, to that of Joseph Ménard, or representatives, on the Southeast, by that of Conrad Benoit, or representatives, on the Line, on the Southwest, by that of Xavier Dansereau or representatives, being a part of lot known and designated under number three hundred and thirty-eight (Pt. 338) in the official cadastre of the parish of Verchères.

3. A farm situate in the parish of Ste-Théodosie, known and designated under number three hundred and eighty-eight and seven hundred and twenty-four (388 and 724) on the official plan and in the book of reference of the parish of Verchères, containing about three arpents in width by about twenty-nine arpents in depth, with a house and other buildings and dependencies thereon erected and especially a canning-plant and the machinery permanently attached thereto; to restrain, however, from the said lots of land, the emplacements of messrs. Rodrigue Chagnon and Napoléon Duhamel, or representatives.

To be sold at the church door of Ste-Théodosie (Calixa Lavallée) the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office,
Sorel, July 13, 1954. 37669-29-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { LA COMPAGNIE DE
N° 15556. { BOIS DE LUCEVILLE
LTÉE, corporation légale-
ment incorporée ayant sa principale place
d'affaires à Luceville, district de Rimouski, de-
manderesse; vs EDMOND LAPIERRE, de
Chutes aux Outardes, comté de Saguenay, dé-
fendeur.

Un terrain mesurant 100 pieds au nord par 100 pieds au sud, par 50 pieds à l'est et 50 pieds à l'ouest, borné au nord par le N° 2-47, au sud par le N° 2-49, à l'est par le N° 2-93, et à l'ouest par le N° 2-70 rue, étant le lot N° 2-83 au cadastre officiel pour le canton Ragueneau, rang 1, dans la municipalité de Chutes aux Outardes, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Chutes aux Outardes, le VINGT-SEPT JUILLET 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES GARON.
37516-26-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { ELIE LALANCETTE, ren-
N° 15660. { tiant de Roberval, deman-
deur, vs LUCIEN PERRON,
de St-Prime, défendeur.

Avis est par les présentes donné que les terres et héritages sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas à savoir:

Un emplacement faisant partie du lot douze-C. (Ptie 12-C.) du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Ashuapmouchouan, avec bâtisses

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { LA COMPAGNIE DE
No. 15556. { BOIS DE LUCEVILLE
LTÉE, a corporation legally
constituted, having its principal place of business
at Luceville, district of Rimouski, plaintiff;
vs EDMOND LAPIERRE, of Chutes aux
Outardes, county of Saguenay, defendant.

A piece of land measuring 100 feet northerly by 100 feet southerly, by 50 feet to the east and 50 feet to the west, bounded northwards by No. 2-47, southwards by No. 2-49, eastwards by No. 2-93 and westwards by No. 2-70 Street, being lot No. 2-83 of the official cadastre for the township of Ragueneau, range I, in the municipality of Chutes aux Outardes, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Chutes aux Outardes, the TWENTY-SEVENTH day of JULY 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.
37516-26-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { ELIE LALANCETTE, an-
No. 15660. { nuitant of Roberval,
plaintiff; vs LUCIEN PER-
RON, of St-Prime, defendant.

Notice is hereby given that the undermentioned lands and tenements have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below:

An emplacement forming part of lot twelve-C. (Pt. 12-C.) of the official cadastre for the second range of the township of Ashuapmouchouan,

et dépendances, lequel emplacement est borné vers le Nord-Ouest par le chemin public, vers le Sud-Est par le terrain de Ladislav Auclair, vers le Sud-Ouest par l'emplacement de Pierre Perron et vers la Nord-Est par celui de Paul-Arthur Villeneuve ou représentants.

Pour être vendu à la Salle Paroissiale de St-Prime, comté et district de Roberval, Province de Québec, le DIX-SEPT (17) AOÛT 1954 à, DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice,
Roberval ce 12 juillet 1954. 37651-29-2-o

with buildings and dependencies, which emplacement is bounded on the northwest by the public highway, on the southeast by the land of Ladislav Auclair, on the southwest, by the emplacement of Pierre Perron and on the northeast by that of Paul-Arthur Villeneuve or representatives.

To be sold at the parochial hall of St-Prime, county and district of Roberval, Province of Quebec, the SEVENTEENTH day (17) of AUGUST, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, this 12th day of July, 1954.
37651-29-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { **ELPHEGE GUIMONT**, ga-
N° 15,953. { ragiste de Baie Comeau,
{ faisant affaires sous la raison
sociale de GARAGE GUIMONT & FILS
ENRG; demandeur; vs **ALBERT DUBÉ**, jour-
nalier de Châte-aux-Outardes Saguenay, dit
district, défendeur.

Un emplacement situé dans le village de la Châte-aux-Outardes portant le N° 342 dans le rang 1, canton de Ragueneau: borné au nord par la rue N° 254; au sud, par le lot N° 343; à l'est, par la rue N° 358; et à l'ouest par le lot 341; avec bâtisses construites dessus, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de Châte-aux-Outardes, MERCREDI le DIX-HUITIEME jour du mois d'AOÛT, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 10 juillet 1954.

Le Shérif,
37653-29-2-o **PIERRE NÉRON.**

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { **ELPHEGE GUIMONT**, ga-
No. 15,953. { rage-keeper of Baie Co-
{ meau, carrying on business
under the firm name of GARAGE GUIMONT & FILS
ENRG; plaintiff; vs **ALBERT DUBÉ**,
journeyman of Châte-aux-Outardes, Saguenay,
said district, defendant.

An emplacement situate in the Village of Châte-aux-Outardes, bearing No. 342, in Range I, Township of Ragueneau: bounded to the north by Street No. 254; to the south by lot No. 343; to the east by Street 358 and to the west by lot 341; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial Church door of Châte-aux-Outardes, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of AUGUST, at TWO o'clock of the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this July 10th, 1954.

PIERRE NÉRON,
37653-29-2 Sheriff.

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { **ELPHEGE GUIMONT**, ga-
N° 15,716 { ragiste de Baie Comeau,
{ faisant affaires sous la raison
sociale de Garage Guimont & Fils Enrg, deman-
deur, vs **ALFRED DUCHAINE**, journalier de
Canton Latour, Saguenay dit district, défen-
deur.

Un emplacement situé dans le Canton Latour, faisant partie du lot N° 33 avec bâtisses construite dessus, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Thérèse de Colombier, comté Saguenay, le DIX-SEPTIEME jour du mois d'AOÛT à DEUX heures de l'après-midi.

Et j'ai signé ce 10ième jour du mois de juillet 1954.

Le Shérif,
37652-29-2-o **PIERRE NÉRON.**

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { **ELPHEGE GUIMONT**, ga-
No. 15,716 { rage-keeper of Baie Co-
{ meau, carrying on business
under the firm name of Garage Guimont & Fils
Enrg, plaintiff, vs **ALFRED DUCHAINE**, jour-
neyman of the township of Latour Saguenay
said district, defendant.

An emplacement situate in the township of Latour, forming part of lot No. 33 with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste. Thérèse de Colombier, county of Saguenay, the SEVENTEENTH day of the month of AUGUST at TWO o'clock in the afternoon.

And I have signed this 10th day of the month of July, 1954.

PIERRE NÉRON,
37652-29-2 Sheriff.

Canada — Province de Québec
District Saguenay

Cour Supérieure, { **CANADIAN PITTS-**
N° 15,754 { **BURGH LTD;** corps
{ politique avec bureau d'affaires à 90 Côte de la Montagne Québec, deman-
deresse, vs **LUDGER THÉRIAULT**, journalier de Hauterive, district Saguenay, défendeur.

Le lot 7-45, borné vers le nord par le lot 7-54, vers l'est par le lot 7-44, vers le sud par la rue

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court { **CANADIAN PITTS-**
No. 15,754 { **BURGH LTD;** a body
{ politic with office at 90 Moun-
tain Hill, Quebec, plaintiff, vs **LUDGER THÉRIAULT**, journeyman of Hauterive, district of Saguenay, defendant.

Lot 7-45, bounded northwards by lot 7-54, eastwards by 7-44, southwards by the Puyjalon

de Puyjalon et vers l'ouest par le lot 7-46 mesurant 70 pieds de largeur par 157.5 pieds de profondeur; contenant en superficie 11,025 pieds carrés; évalué au conseil Municipal à \$500.00; et sur lequel est construite une résidence privée évalué à \$10,500.

2° Le lot 7-39, borné vers le nord par le lot 7-161, vers l'est par le 7-138, vers le sud par le boulevard Joliet et vers l'ouest par les lots 7-140, 7-162, et 7-163; mesurant 70 pieds de largeur par 190 pieds de profondeur à l'est et 215 pieds à l'ouest; contenant en superficie 14,175 pieds carrés évalué à \$500.00 et sur lequel est construit deux petits hangar dont un habitable, évalué à \$400.00.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Hauterive, district Saguenay, JEUDI, le DIX-NEUF AOÛT 1954 à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 10 juillet 1954.

37654-29-2-o Le Shérif,
PIERRE NÉRON.

ST-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St. François,
Sherbrooke

Cour Supérieure, { OFFICE DU CRÉDIT A-
N° 12,388 { GRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique incor-
poré ayant son siège social à Québec, district de
Québec, demandeur, vs ALFRED LEMAY &
OMER SHAINK, tous deux de Disraeli, comté
de Wolfe, district de St-François, ledit Omer
Shaink maintenant de Sts-Martyrs, défendeurs.

Une terre située à Disraeli, comté de Wolfe,
composée:

1° Du lot numéro 9 du troisième rang, aux
plan et livre de renvoi du canton de Garthby.

2° D'une partie du lot numéro 9B du deuxième rang plan et livre de renvoi officiels du canton de Garthby, mesurant un arpent de largeur par un arpent de profondeur, plus ou moins, bornée en front par le chemin public, de chaque côté et en arrière au nord-ouest par le résidu dudit lot 9B.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" les dits lots avec bâtisses, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Luce de Disraeli, le DIX-HUIT AOÛT 1954, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE,
Sherbrooke, ce 13 juillet 1954. 37664-29-2-o
[Première insertion, le 17 juillet 1954]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 712

Québec, le 7 juillet 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la soustraction au piquetage minier dans les districts électoraux d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Vaudreuil-Soulanges.

Street and westwards by lot 7-46, measuring 70 feet in width by 157.5 feet in depth; containing an area of 11,025 square feet, valued by the Municipal Council at \$500.00; on which is erected a private residence valued at \$10,500.

2. Lot 7-39, bounded northwards by lot 7-161, eastwards by No. 7-138, southwards by Joliet Boulevard and westwards by lots 7-140, 7-162, and 7-163; measuring 70 feet in width by 190 feet in depth easterly, and 215 feet westerly; containing an area of 14,175 square feet valued at \$500.00 and on which is erected two small hangars, one of which is fit for habitation, valued at \$400.00.

To be sold at the parochial church door of Hauterive, district of Saguenay, THURSDAY, the NINETEENTH day of AUGUST 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this July 10th, 1954.

37654-29-2 PIERRE NÉRON,
Sheriff.

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis,
Sherbrooke

Superior Court { QUEBEC FARM CREDIT
No. 12,388 { BUREAU, body politic in-
corporated having its corporate
seat at Quebec, district of Quebec, plaintiff, vs
ALFRED LEMAY & OMER SHAINK, both
of Disraeli, county of Wolfe, district of St-Fran-
cis, the said Omer Shaink now of Sts-Martyrs,
defendants.

A farm situate at Disraeli, county of Wolfe,
formed:

1. Of lot number 9 of the third range, upon
the plan and book of reference for the township
of Garthby.

2. Of part of lot number 9B of the second range official plan and book of reference for the township of Garthby, measuring one "arpent" in width by one "arpent" in depth, more or less, bounded in front by the public road, on each side and in rear to the north-west by the residue of said lot 9B.

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold "en bloc" the said lots with buildings, at the door of the parochial church of Ste-Luce de Disraeli, the EIGHTEENTH of AUGUST 1954, at TEN of the clock, in the forenoon. (daylight saving time).

Sheriff's Office, JOS. LABRECQUE,
Sherbrooke, this 13th of July, 1954. 37664-29-2-o
[First insertion the 17th of July, 1954]

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 712

Quebec, July 7th, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the restraint of the staking-out of mining claims within the electoral districts of Argenteuil, Two Mountains and Vaudreuil-Soulanges.

ATTENDU qu'il semble exister, dans les districts électoraux d'Argenteuil, de Deux-Montagnes et Vaudreuil-Soulanges, des terrains contenant des minéraux radioactifs et autres substances minérales offrant des possibilités économiques;

ATTENDU qu'une bonne partie de ces districts électoraux a été concédée en seigneuries sous le régime français et que, subséquemment, des terres ont été concédées par le seigneur et morcelées;

ATTENDU QUE la disparité des dimensions et des superficies des lots, de forme et de grandeur variées et irrégulières, complique la situation et rend plus difficile le piquetage en claims miniers;

ATTENDU, de plus, que dans ces districts électoraux il y a de nombreuses exploitations agricoles très productives, spécialisées et progressives; en outre, s'y trouvent des domaines monastiques et des villages peuplés et il y a même une réserve indienne;

ATTENDU QUE dans l'intérêt public et à cause de circonstances et de conditions particulières, il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 227, chapitre 196 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, et de réserver et soustraire au piquetage les terrains ou propriétés en question;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

QUE le règlement suivant soit adopté et, après son adoption, soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*:

Les droits de mine dans les districts électoraux d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Vaudreuil-Soulanges sont réservés et soustraits au piquetage en claims miniers.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
37657-o (Signé) L. DÉSILETS.

WHEREAS there would seem to exist, in the electoral districts of Argenteuil, Two Mountains and Vaudreuil-Soulanges, lands containing radioactive minerals and other mineral substances offering economical possibilities;

WHEREAS a good part of these electoral districts were conceded as seigniories under the French Régime and that, subsequently, lands were conceded by the seignior and broken up;

WHEREAS the disparity of the superficial dimensions of the areas of the lots, of various and irregular forms and sizes, complicates the situation and renders more difficult the staking-out of mining-claims;

WHEREAS moreover, that in the electoral districts, there are numerous very productive, specialized and progressive farm operations; furthermore, there are monastical domains and populated villages and there is even an Indian Reserve;

WHEREAS in the public interest and because of circumstances and special conditions, it is expedient to apply the provisions of section 227, chapter 196 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and to reserve and restrain from staking-out the lands or properties in question;

IT IS ORDAINED, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Mines:

THAT the following by-law be adopted and, after its adoption, it be published in the *Quebec Official Gazette*;

The mining rights in the electoral districts of Argenteuil, Two Mountains and Vaudreuil-Soulanges are reserved and restrained from the staking-out of mining-claims.

(Signed) L. DÉSILETS,
37657 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 706

Québec, le 7 juillet 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"L'Association du Camionnage du Québec Inc.";

Et, D'AUTRE PART:

L'Union internationale des Chauffeurs de camions, Assistants et Hommes d'entrepôts, local 106 de Québec, F.A.T.;

"Le Syndicat catholique des Employés du Camionnage."

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des occupations visées;

ATTENDU qu'un avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 janvier 1954;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une impor-

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 706

Quebec, July 7, 1954.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the cartage industry in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association du Camionnage du Québec Inc.";

And, ON THE OTHER PART:

The Transport Drivers, Warehousemen and Helpers International Union, Local 106 of Québec, A.F. of L.;

"Le Syndicat catholique des Employés du Camionnage"

for the employers and the employees of the industry and occupations concerned;

WHEREAS a notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 16, 1954;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and

tance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les occupations visées et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 janvier 1954.

1. *Définition*: Aux fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "*employeur professionnel*" désigne un employeur qui a habituellement à son emploi un ou des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet du décret.

b) Le mot *employeur* désigne tout individu, société, firme ou corporation qui fait exécuter un travail régi par le décret par un salarié, que ce travail soit exécuté pour son propre compte ou pour le compte d'autrui.

c) Le mot "*salarié*" désigne tout ouvrier travaillant dans l'industrie de camionnage ou dans les services de camionnage de toute entreprise ou commerce régi par le décret comme chauffeur, aide-chauffeur, messenger ou livreur, manœuvre, qui exécute individuellement, en équipe ou en société, un travail régi par le décret et, en outre, toute personne travaillant à salaire ou à commission pour le compte d'un employeur professionnel. Ce terme désigne enfin tout artisan qui loue à autrui ses services et ceux de son camion pour l'exécution d'un travail régi par le décret.

d) Le terme "*industrie du camionnage*" désigne l'industrie des personnes, sociétés ou corporations qui se chargent pour autrui et moyennant considération pécuniaire du transport de marchandises ou de tous autres produits ou objets transportables.

e) Le terme "*service de camionnage*" désigne les services de transport de marchandises ou autres produits ou objets transportables de toute autre entreprise ou commerce régi par le présent décret et dont le travail ne s'exécute que pour le compte exclusif de tel entreprise ou commerce et non pour le compte d'autrui.

II. *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret, pour fins d'application, comprend la cité de Québec et les municipalités situées sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent et comprises en tout ou en partie dans un rayon de dix milles des limites de ladite cité de Québec

III. *Juridiction professionnelle*: a) La juridiction professionnelle du présent décret comprend tous les employeurs de l'industrie du camionnage qu'ils soient ou non détenteurs de permis de la Régie des Transports et Communications, résidant ou ayant place d'affaires ou exploitant leur entreprise dans le territoire couvert par la juridiction territoriale du présent décret et en outre tous les salariés au service des employeurs de ladite industrie.

b) La juridiction professionnelle du présent décret couvre, en outre, tous les employeurs de l'industrie ou du commerce en général, non régis par un autre décret ou par une convention collective de travail particulière négociée en

importance pour l'établissement de working conditions in the industry and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the said Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections thereto have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 16, 1954.

1. *Definition*: For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) The term *Professional employer* means an employer who, habitually, has one or more employees in his employ for the execution of work governed by the decree.

b) The term *Employer* means any individual, partnership, firm or corporation who has work governed by the decree performed by an employee, whether such work be done for one's own account or for the account of a third party.

c) The term *Employee* means any worker working in the cartage industry or in the cartage service of any concern or trade governed by the decree whether as driver, driver's helper, messenger or delivery man, and who performs alone, on a shift or in partnership, work governed by the decree and, besides, any person paid on a wage or commission basis and employed by a professional employer.

This term means also an artisan hiring out his services and his truck to others for the execution of work governed by the decree.

d) The term *Cartage industry* means the industry in which are engaged persons, partnerships or corporations transporting for others, in consideration of payment, goods or any other transportable products or articles.

e) The term *Cartage services* means those services of any concern or trade governed by the decree, pertaining to the transport of goods or other transportable products or articles and operating for the exclusive account of such concern or trade, but not for the account of a third party.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree, for purposes of enforcement, comprises the City of Québec and the municipalities located on the North shore of the St. Lawrence River and included, in whole or part, in a radius of ten miles from the limits of the said City of Québec.

III. *Professional jurisdiction*: a) The professional jurisdiction of the present decree comprises all employers of the cartage industry, with or without a permit from the Provincial Transportation and Communication Board, living, doing business or operating their concern within the territory covered by the territorial jurisdiction of the present decree and, besides, all the employees of the employers of the said industry.

b) The professional jurisdiction of the present decree also includes all industrial and commercial employers not governed by another decree or by a private collective labour agreement under the Labour Relations Act, and living or doing

vertu de la Loi des Relations Ouvrières, résidant ou ayant place d'affaires ou exploitant leur entreprise dans le territoire couvert par la juridiction territoriale du présent décret, mais pour les services de camionnage de leur entreprise seulement, et aussi tous les salariés à l'emploi desdits employeurs et affectés à leursdits services de camionnage.

Cependant les établissements de vente et de distribution de commodités essentielles comme le charbon, l'huile, la gasoline, le bois de chauffage ou de sciage ou de construction, le sable, la pierre, le ciment et autres matériaux ou produits analogues, sauf s'ils sont régis par un autre décret, sont dans tous les cas assujettis au présent décret pour leurs services de camionnage et aussi tous les salariés à l'emploi desdits établissements et affectés à leursdits services.

Exemption: Sont toutefois exemptés de l'application du décret:

1. Les vendeurs à commission au service d'établissements industriels et commerciaux régis par le présent décret, autres que les entreprises de l'industrie du camionnage dont l'opération de camion n'est qu'accessoire à leurs fonctions principales de vendeur

2. Les salariés des établissements industriels et commerciaux régis par le présent décret, autres que les entreprises de l'industrie du camionnage, préposés au service de camionnage desdits établissements industriels et commerciaux, s'ils travaillent moins de trois jours par semaine à leurs occupations professionnelles.

IV. *Salaires minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées:

	Taux horaire
Aide ou manoeuvre	\$ 0.80
Chauffeur de camion	0.85
Chauffeur de remorque (float)	0.90
Aide-camionneur de moins de 17 ans au service des journaux quotidiens publiés dans les limites de la juridiction territoriale de la convention et préposé exclusivement à la livraison de tels journaux.	0.60
	Salaires hebdomadaires
Chauffeur de camion engagé et payé à la semaine.	\$40.00
Aide-chauffeur ou manoeuvre engagé et payé à la semaine.	37.00

Contrats municipaux pour enlèvement de la neige: Toutefois, dans le cas de contrats adjugés par les corporations municipales pour l'enlèvement de la neige, où des taux de salaires supérieurs aux taux minima ci-dessus prévus sont obligatoirement payables aux salariés à l'emploi des employeurs préposés directement ou indirectement à l'exécution desdits contrats, les salariés affectés au service de l'enlèvement de la neige pour le compte desdits employeurs doivent être rémunérés suivant les taux de salaires prévus auxdits contrats et d'après leurs occupations, pour tout le temps par eux consacré à l'exécution desdits travaux municipaux.

V. *Durée du travail:* a) La semaine normale de travail pour toutes les catégories de salariés assujettis au décret et dans tous les établissements couverts par le susdit décret est de cinquante-quatre (54) heures.

b) La journée régulière de travail pour toutes les catégories de salariés assujettis au décret et dans tous les établissements couverts par le susdit décret est de neuf (9) heures.

business or operating their concern within the territory covered by the territorial jurisdiction of the present decree but only as regards the cartage services of their concern, as well as all the employees of such employers assigned to the said cartage services.

However, establishments engaged in the sale and distribution of essential commodities such as coal, oil, gasoline firewood, lumber, sawn timber, sand, stone, cement and other similar materials or products, except when governed by another decree, are in all cases subject to the decree as regards their cartage services; are also governed, the employees of such establishments which are assigned to the said services.

Exemption: The following employees, however, are exempt from the enforcement of the decree

1. Commission salesmen of the industrial and commercial establishments governed by the present decree, other than cartage concerns, whose truck driving is but an accessory to their work as salesmen.

2. Employees of the industrial and commercial establishments governed by the present decree, other than cartage concerns, assigned to the trucking services of such commercial and industrial establishments, when working less than three days per week at their professional occupation.

IV. *Minimum wages:* The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the categories hereafter mentioned:

	Hourly rates
Helper or labourer	\$0.80
Truck driver	0.85
Float driver	0.90
Truck driver's helper under 17 years of age in the employ of daily newspapers published within the limits of the territorial jurisdiction of the decree and doing nothing but the delivery of newspapers.	0.60
	Weekly wages
Truck driver hired and paid by the week	\$40.00
Driver's helper or labourer hired and paid by the week.	37.00

Municipal snow removal contracts: However, in the case of contracts granted by municipal corporations for the removal of snow, where wages higher than the minimum rates above mentioned must be paid to the employees of employers engaged directly or indirectly, in the execution of such contracts, the employees of such employers whose work is connected with snow removal, shall be paid according to the wage rates established by said contracts for their occupations for all time worked in connection with said municipal works.

V. *Duration of work:* a) The standard work week for all categories of employees governed by the decree and for all establishments covered by the said decree, shall be one of fifty-four (54) hours.

b) The regular work day for all categories of employees governed by the decree and for all establishments covered by the said decree, shall be one of nine (9) hours.

VI. *Jours de fêtes chômés*: Les jours de fêtes chômés, pour les fins du décret, sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail. Ces jours seront considérés comme congés statutaires et aucun travail ne sera exécuté durant ces jours.

VII. *Congés payés des salariés à l'heure*: La Saint-Jean Baptiste, la Fête du Travail et le jour de Noël sont des jours chômés et payés aux taux réguliers sauf si un de ces jours tombe le dimanche.

Tout employé sera payé pour chacun de ces trois congés pourvu qu'il ait été au service de l'employeur pendant les vingt-quatre (24) jours ouvrables continus précédant tel congé.

Les salariés bénéficiaires de ces congés auront droit de recevoir à titre d'indemnité, une compensation en argent égale à la rémunération quotidienne par eux gagnée, au cours d'une journée régulière de travail de neuf (9) heures, à cette époque, calculée aux taux horaire minimum prévu au présent décret pour leurs fonctions ou reçue de leurs employeur si tel taux est supérieur.

VIII. *Travail supplémentaire*: a) Tout travail exécuté par un salarié en plus de douze heures en une seule journée de travail est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Tout travail exécuté en plus de cinquante-quatre (54) heures par semaine sera considéré comme travail supplémentaire et sera rémunéré au taux de salaire et demi.

c) Tout travail exécuté par un salarié les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste ou la fête du Travail est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire double.

d) Les articles VII et VIII ne peuvent s'interpréter comme accordant en aucun cas une rémunération à temps triple.

IX. *Vacances payées*: a) Tous les salariés régis par le décret et au service des employeurs assujettis au susdit décret doivent bénéficier d'un congé payé d'une demi-journée pour chaque période de vingt-cinq (25) jours de travail au service du même employeur, la rémunération payable pour tel congé doit être équivalente à 2% des gains desdits salariés pendant ladite période de travail.

b) Ce congé doit être donné dans les douze mois à compter de la date à laquelle le droit au congé est acquis, soit au premier mai de chaque année. La période de congé est déterminée par l'employeur et avis de son choix doit être donné à son salarié dans un délai raisonnable avant la période de prise de congé et la rémunération équivalente à tel congé payé, proportionnellement à la durée du service du salarié chez son employeur, doit lui être payée avant son départ en congé.

c) Si un salarié quitte son emploi ou est congédié avant la période choisie pour son congé, il a droit de toucher de son employeur une indemnité en argent équivalente à 2% du salaire par lui gagné jusqu'à telle époque.

d) Ce congé payé doit être donné par l'employeur à son salarié en jours consécutifs et être proportionné aux congés gagnés par tel salarié et comptés suivant le mode ci-dessus décrit au présent article. Toutefois, après entente entre l'employeur et le salarié, le congé payé gagné par tel salarié peut lui être donné en jours non consécutifs pendant la période ci-

VI. *Days kept as holidays*: The days kept as holidays, for the purposes of the decree, shall be the following ones: Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day.

VII. *Holidays with pay for employees paid by the hour*: St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates except when one of these days falls on a Sunday.

Every employee shall be paid for every one of these three holidays providing he has been in the employ of the employer for a period of twenty-four (24) continuous working days preceding such holiday.

The employees who benefit by these holidays are entitled to a holiday pay equal to the daily remuneration earned by them for a standard work day of nine (9) hours, at the time of the holiday, computed on the minimum hourly rates established in the present decree for their function or on the actual rate of pay when the latter is higher.

VIII. *Overtime*: a) All time worked by an employee in excess of twelve hours in any one day is considered as overtime and shall be paid at the rate of time and one half.

b) All time worked in excess of fifty-four (54) hours per week shall be considered as overtime and shall be paid at the rate of time and one half.

c) Time worked by an employee on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day, shall be considered as overtime and paid at the rate of double time.

d) Sections VII and VIII shall in no case be construed as granting triple rate of pay.

IX. *Vacation with pay*: a) All employees governed by the decree and working for employers governed by the said decree shall benefit by a vacation with pay of one half-day for each period of twenty-five (25) days of work for the same employer, and the vacation pay shall be equivalent to 2% of the wages of said employees for the said period of work.

b) This vacation with pay shall be given in the twelve months from the date on which the right to such vacation is acquired, i.e., on May 1st of each year. The vacation period is determined by the employer and notice thereof shall be given to his employee reasonably in advance. The vacation pay, which is based upon the length of service of an employee for his employer, shall be given to him before he leaves for such vacation.

c) Should an employee leave his employment or be dismissed before the period set for his vacation, he is entitled to a cash indemnity equivalent to 2% of the wages earned by him until termination of employment.

d) Such vacation with pay shall be given by the employer to his employee in consecutive days and shall be proportional to the vacation earned by such employee and computed in the manner hereabove described in the present section. However, upon agreement between employer and employee, the vacation with pay of such employee may be given in non-consecutive

dessus mentionnée, à condition que copie écrite de telle entente soit déposée entre les mains du Comité paritaire dans un délai de quinze jours après sa signature.

e) Si, à l'expiration du délai ci-dessus mentionné, un salarié n'a pas obtenu de son employeur les congés payés auxquels il a droit, il peut lui réclamer une indemnité en argent équivalente à 2% du salaire gagné, à son service, pendant la période de temps s'étendant du 1er mai précédant au 30 avril suivant inclusivement.

X. *Salaire journalier minimum*: Tout salarié régi par le décret, sauf s'il est engagé et payé à la semaine, s'il est appelé au travail par un employeur dans un établissement régi par le susdit décret, a droit au salaire régulier d'au moins quatre heures par jour, au taux horaire régulier prévu par son emploi, si aucun travail n'est disponible ou si le travail offert n'utilise ses services que pendant une période de temps inférieure à telle période de quatre heures au cours de cette journée de réquisition de services ou de travail, suivant le cas.

XI. *Salaires supérieurs*: Tout salarié qui, au moment de l'entrée en vigueur du décret, retire un salaire supérieur aux salaires minima obligatoires prévus par ledit décret pour sa catégorie d'emploi chez son employeur, a droit de jouir de tel salaire supérieur pendant la durée dudit décret, s'il reste au service du même employeur, sauf toutefois, s'il change de catégorie d'emploi chez son dit employeur.

XII. *Paiement du salaire*: Le salaire de tout salarié assujéti au décret doit lui être payé régulièrement une fois la semaine.

XIII. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1955 inclusivement. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours et de moins de trente (30) jours avant le premier juillet 1955. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

L. DÉSILETS,

37660-o

Greffier du Conseil Exécutif.

days during the period above mentioned provided a written copy of such agreement be filed with the Parity Committee within the fifteen (15) days following the signing of such agreement.

e) If, at the expiration of the period above mentioned, an employee has not received from his employer the holidays with pay to which he is entitled, he may claim a cash indemnity equivalent to 2% of the wages earned in the service of such employer during the period extending from the preceding May 1 to April 30 next, inclusive.

X. *Daily minimum wages*: Every employee governed by the decree, except when employed and paid on a weekly basis, when called to work by an employer in an establishment governed by the said decree, shall be entitled to the regular wage rate for at least four (4) hours per day, at the hourly rate provided for his occupation, when no work is found for him to do or when the work is done within four hours in the course of the day, as the case may be.

XI. *Higher wages*: Every employee who, at the time of the coming into force of the decree, receives higher wages than the minimum ones stipulated in the said decree for his category shall continue to receive such higher wages for the entire duration of the said decree if he remains in the employ of the same employer except, however, when he takes up another category of employment for his employer.

XII. *Payment of wages*: The wages of every employee governed by the decree shall be given to him, regularly, once a week.

XIII. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in effect until June 30, 1955, inclusive. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before July 1st, 1955. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

L. DÉSILETS,

37660-o

Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 862 du 23 juillet 1953, relatif à l'industrie du fer structural dans la province de Québec.

L'article XIV sera remplacé par le suivant:

"XIV. *Mise à exécution*: Le présent décret est administré quant à sa mise en vigueur et à la perception du prélèvement, par chaque Comité paritaire du bâtiment de la province dans les limites de sa propre juridiction territoriale. La juridiction territoriale résiduaire sera sous la surveillance du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 862 of July 23, 1953, relating to the structural iron industry in the province of Quebec.

Section XIV will be replaced by the following:

"XIV. *Administration of the decree*: The present decree shall be administered, as regards its enforcement and the collection of levies, by each Parity Committee of the construction industry of the province within the limits of its own territorial jurisdiction. The remaining territorial jurisdiction shall be administered by the Building Trades Joint Committee of Montreal.

L'émission des certificats de compétence pour toute la province reste sous la juridiction exclusive du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 juillet 1954.

37660-o

The issue of certificates of competency for the entire province remains under the exclusive jurisdiction of the Building Trades Joint Committee of Montreal."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 17, 1954.

37660-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

Le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article VII (ajouté par l'arrêté en conseil numéro 192-A du 11 mars 1954) sera radié.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 juillet 1954.

37660-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 1021 of September 10, 1953, as amended, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

The last paragraph of subsection "b" of section VII (added by Order in Council No. 192-A of March 11, 1954) will be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 17, 1954.

37660-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que "L'Association des Entrepreneurs du district de Hull, Inc." lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 1254 du 10 novembre 1949 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue.

Le paragraphe "j" de l'article XII sera remplacé par le suivant:

"j) Les taux de salaires payés aux apprentis sont fixés d'après un pourcentage des taux minima payables aux ouvriers qualifiés des différents métiers; ce pourcentage de rémunération s'établit comme suit:

1. Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:

	Zones	
	I	II
1ère année.....	30%	50%
2ème année.....	45%	60%
3ème année.....	60%	75%
4ème année.....	75%	90%

2. Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:

	I	II
1ère année.....	45%	60%
2ème année.....	60%	75%
3ème année.....	75%	90%

3. Apprenti électricien:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association des Entrepreneurs du district de Hull, Inc.", has petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 1254 of November 10, 1949 and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Témiscamingue.

Subsection "j" of section XII will be replaced by the following:

"j) The wage rates paid to apprentices shall be based upon a percentage of minimum rates payable to skilled workers in the various trades; such percentage of pay is fixed as follows:

1. For trades requiring four (4) years of apprenticeship:

	Zones	
	I	II
1st year.....	30%	50%
2nd year.....	45%	60%
3rd year.....	60%	75%
4th year.....	75%	90%

2. For trades requiring three (3) years of apprenticeship:

	I	II
1st year.....	45%	60%
2nd year.....	60%	75%
3rd year.....	75%	90%

3. Apprentice electrician:

1ère année.....	30%	50%	1st year.....	30%	50%
2ème année.....	40%	60%	2nd year.....	40%	60%
3ème année.....	50%	75%	3rd year.....	50%	75%
4ème année.....	75%	90%	4th year.....	75%	90%

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 juillet 1954.

37660-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 17, 1954.

37660-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 29

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

Cyrenne vs Descormiers *et al.*..... 2213

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

706 — Industrie du camionnage dans la région de Québec..... 2241

712 — Concernant la soustraction au piquetage minier dans les districts électoraux d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Vaudreuil-Soulanges..... 2240

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2195

RÉCEPTION DES ANNONCES:

2195

AVIS DIVERS:

Bald Mountain Oil Company (Directeurs)..... 2211
Bethel Baptist Church (Incorporation). 2212
Caisse d'Économie de Kamouraska (Fondation)..... 2209
Comité du Bien-Être Social et Industriel (Règlements)..... 2212
Coopérative d'Électricité de St-Luc de Laval (Fondation)..... 2212
Credit Bureau of Montreal, Limited (Directeurs)..... 2213
Fédération des Instituteurs et Institutrices du Diocèse de St-Jérôme (Formation)..... 2209
Globe Fur Dyeing Co. Ltd (Directeurs) 2212
J. B. Martin Compagnie, Limitée — J. B. Martin Company, Limited (Directeurs)..... 2210
La Compagnie Jean & Charles — Jean & Charles Company (Directeurs).... 2211
L'Association des Camionneurs de Ste-Anne-des-Monts (Formation)..... 2211
Le Syndicat de l'U.C.C. de S.-François-Xavier-de-Viger (Formation)..... 2211
Price Brothers & Company, Limited (Barrage)..... 2209
Rickert & Roberts Limited (Dist. de l'actif)..... 2213
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Plessisville (Changement de nom)..... 2210
The Hydro-Electric Power Commission of Ontario (Barrage)..... 2208
The Traffic Club of Montreal Incorporated (Règlements)..... 2209

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Cyrenne vs Descormiers *et al.*..... 2213

ORDERS IN COUNCIL:

706 — Cartage industry in the region of Quebec..... 2241

712 — Concerning the restraint of the staking-out of mining claims within the electoral districts of Argenteuil, Two-Mountains and Vaudreuil-Soulanges..... 2240

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2195

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

2195

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bald Mountain Oil Company (Directeurs)..... 2211
Bethel Baptist Church (Incorporation). 2212
Caisse d'Économie de Kamouraska (Fondation)..... 2209
Comité du Bien-Être Social et Industriel (By-Laws)..... 2212
Coopérative d'Électricité de St-Luc de Laval (Fondation)..... 2212
Credit Bureau of Montreal, Limited (Directeurs)..... 2213
Fédération des Instituteurs et Institutrices du Diocèse de St-Jérôme (Formation)..... 2209
Globe Fur Dyeing Co. Ltd (Directeurs) 2212
J. B. Martin Compagnie, Limitée — J. B. Martin Company, Limited (Directeurs)..... 2210
La Compagnie Jean & Charles — Jean & Charles Company (Directeurs).... 2211
L'Association des Camionneurs de Ste-Anne-des-Monts (Formation)..... 2211
Le Syndicat de l'U.C.C. de S.-François-Xavier-de-Viger (Formation)..... 2211
Price Brothers & Company, Limited (Dam)..... 2209
Rickert & Roberts Limited (Dist. of the assets)..... 2213
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Plessisville (Change of name)..... 2210
The Hydro-Electric Power Commission of Ontario (Dam)..... 2208
The Traffic Club of Montreal Incorporated (By-Laws)..... 2209

CHARTES — ABANDON DE:

Astoria Shirt Limited.....	2214
Delta Furs Corporation Ltd.....	2213
Les Immeubles Gagnon Ltée.....	2214
Viande Chevaline Canadienne Inc. — Canadian Horse Meat Inc.....	2214

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Omer, munic. de.....	2214
-------------------------	------

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St- Adelme.....	2214
--	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Bic.....	2215
Black Lake.....	2215
St-Bernard.....	2215
St-Casimir.....	2215
St-Michel-de-Wentworth.....	2216
St-Pierre-de-Wakefield.....	2215

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:

Lévis, cité de.....	2216
---------------------	------

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Construction, comtés de Hull, Gatineau, etc. (Modification).....	2246
Construction de Montréal (Modifica- tion).....	2246
Fer structural dans la province (Modi- fication).....	2245

LETTRES PATENTES:

Alcar Corp.....	2196
Beverage Distributors Inc.....	2197
Boulangerie Georges Inc.....	2197
Broadway Properties Ltd.....	2197
Bronzoni Ltd.....	2198
Ceedee Inc.....	2198
Crown Securities Ltd.....	2198
Danis & Parent Limitée — Danis & Parent Limited.....	2199
Davis Knitting Mills Inc.....	2199
Delisle Automobiles Limitée.....	2199
Eddy May Children's Wear Ltd.....	2200
Électro-Liturgique Construction Limi- tée.....	2200
Erko Development Corporation.....	2200
Giftware Inc.....	2201
Hibbard & Davies Corporation.....	2201
Hoses & Gardens Inc.....	2201
Imperial Mops & Brooms Ltd.....	2202
Imprimerie du Saint-Laurent Ltée.....	2202
La Bijouterie Pa-Ro, Limitée.....	2202
Les Constructions St-Jacques Ltée.....	2203
Les Entreprises d'Habitation Inc.....	2203
Les Trois Canards Inc.....	2203
Mammy's Laundry & Cleaners Inc.....	2204
Matane Building Supplies Ltd.....	2204
Napoléon Trudel & Fils, Inc.....	2204
Original Garment Inc.....	2205
Plaza Realty Corpn.....	2205
PML Film Productions Ltd.....	2205
Provincial Fleet Leasing, Ltd.....	2206
Reno Metal Specialties Ltd.....	2206

CHARTERS — SURRENDER OF:

Astoria Shirt Limited.....	2214
Delta Furs Corporation Ltd.....	2213
Les Immeubles Gagnon Ltée.....	2214
Viande Chevaline Canadienne Inc. — Canadian Horse Meat Inc.....	2214

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Omer, munic. of.....	2214
-------------------------	------

AGRICULTURE:

Farmers' Club of the parish of St- Adelme.....	2214
---	------

EDUCATION:

School Municipality of:

Bic.....	2215
Black Lake.....	2215
St-Bernard.....	2215
St-Casimir.....	2215
St-Michel-de-Wentworth.....	2216
St-Pierre-de-Wakefield.....	2215

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Lévis, city of.....	2216
---------------------	------

LABOUR:

Industry or Trades of:

Construction, counties of Hull, Gati- neau, etc. (Amendment).....	2246
Construction of Montreal (Amend- ment).....	2246
Structural iron in the Province (Amend- ment).....	2245

LETTERS PATENT:

Alcar Corp.....	2196
Beverage Distributors Inc.....	2197
Boulangerie Georges Inc.....	2197
Broadway Properties Ltd.....	2197
Bronzoni Ltd.....	2198
Ceedee Inc.....	2198
Crown Securities Ltd.....	2198
Danis & Parent Limitée — Danis & Parent Limited.....	2199
Davis Knitting Mills Inc.....	2199
Delisle Automobiles Limitée.....	2199
Eddy May Children's Wear Ltd.....	2200
Électro-Liturgique Construction Limi- tée.....	2200
Erko Development Corporation.....	2200
Giftware Inc.....	2201
Hibbard & Davies Corporation.....	2201
Homes & Gardens Inc.....	2201
Imperial Mops & Brooms Ltd.....	2202
Imprimerie du Saint-Laurent Ltée.....	2202
La Bijouterie Pa-Ro, Limitée.....	2202
Les Constructions St-Jacques Ltée.....	2203
Les Entreprises d'Habitation Inc.....	2203
Les Trois Canards Inc.....	2203
Mammy's Laundry & Cleaners Inc.....	2204
Matane Building Supplies Ltd.....	2204
Napoléon Trudel & Fils, Inc.....	2204
Original Garment Inc.....	2205
Plaza Realty Corpn.....	2205
PML Film Productions Ltd.....	2205
Provincial Fleet Leasing, Ltd.....	2206
Reno Metal Specialties Ltd.....	2206

Ronsard Construction Inc.	2206
Star Furniture (Verdun) Ltd.	2207
St. Odile Investment Inc.	2207
Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada	2207
Tremblay & Gravel, (Itée)	2208

Ronsard Construction Inc.	2206
Star Furniture (Verdun) Ltd.	2207
St. Odile Investment Inc.	2207
Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada	2207
Tremblay & Gravel, (Itée)	2208

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire Desjardins du Col- lège Ste-Marie	2216
La Libération, Coopérative de Consom- mation	2216

WINDING UP NOTICES:

La Caisse Populaire Desjardins du Col- lège Ste-Marie	2216
La Libération, Coopérative de Consom- mation	2216

NOMINATION:

Blain, Marc-André	2217
-------------------	------

APPOINTMENT:

Blain, Marc-André	2217
-------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Chevaliers de Colomb, Conseil de: Cap- Chat, N° 3765	2217
Ross Structural Steel Ltd.	2217
The Gant Construction Company Li- mited	2217

HEAD OFFICES:

Knights of Columbus, Council of: Cap- Chat, No. 3765	2217
Ross Structural Steel Ltd.	2217
The Gant Construction Company Li- mited	2217

SOUMISSIONS:

Cap-de-la-Madeleine, commissaires d'é- coles de	2224
Drummondville, commissaires d'écoles de la cité de	2221
Lennoxville, ville de	2219
Loretteville, commissaires d'écoles de	2218
Mégantic, ville de	2222
St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, pa- roisse de	2225
St-Germain-de-Rimouski, commissaires d'écoles de la ville de	2220

TENDERS:

Cap-de-la-Madeleine, School Commis- sioners of	2224
Drummondville, School Commissioners of the city of	2221
Lennoxville, town of	2219
Loretteville, School Commissioners of	2218
Mégantic, town of	2222
St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, parish of	2225
St-Germain-de-Rimouski, School Com- missioners of the town of	2220

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Levasseur, Réal	2226
Pelletier, Georges-R.	2227
Pelletier, Georges-R.	2227

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Levasseur, Réal	2226
Pelletier, Georges-R.	2227
Pelletier, Georges-R.	2227

VENTES POUR TAXES:

Longueuil, cité de	2228
Montréal-Nord, ville de	2230
Pointe-aux-Trembles, ville de	2229
St-Cœur-de-Marie, munic. scolaire du village de	2233
St-Michel, cité de	2232

SALES FOR TAXES:

Longueuil, city of	2228
Montreal-North, town of	2230
Pointe-aux-Trembles, town of	2229
St-Cœur-de-Marie, School Munic. of the village of	2233
St-Michel, city of	2232

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Gauvin vs Deselliers	2233
----------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Gauvin vs Deselliers	2233
----------------------	------

BEAUCE:

La Caisse Populaire de St-Luc vs Le Syndicat Ouellet de St-Luc	2234
---	------

BEAUCE:

La Caisse Populaire de St-Luc vs Le Syndicat Ouellet de St-Luc	2234
---	------

GASPÉ:

Clarke vs Lohnes	2234
J. R. Gagnon & Co. Ltd. vs Smith	2234

GASPÉ:

Clarke vs Lohnes	2234
J. R. Gagnon & Co. Ltd vs Smith	2234

HULL:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Lafrenière	2235
Northern Electric Company Limited vs Leblanc	2235

HULL:

The Quebec Farm Loan Board vs La- frenière	2235
Northern Electric Company Limited vs Leblanc	2235

JOLIETTE:

Lépine vs La Chambre de Commerce
Jr Inc. 2236

MONTREAL:

Martin vs Loiselle. 2237

RICHELIEU:

La Banque Provinciale du Canada vs
Larose. 2237

RIMOUSKI:

La Compagnie de Bois de Luceville Ltée
vs Lapiere. 2238

ROBERVAL:

Lalancette vs Perron. 2238

SAGUENAY:

Canadian Pittsburgh Industries, Ltd.
vs Thériault. 2239
Guimont vs Dubé. 2239
Guimont vs Duchaine. 2239

SAINT-FRANCOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Lemay *et al.* 2240

37619-o

JOLIETTE:

Lépine vs La Chambre de Commerce
Jr Inc. 2236

MONTREAL:

Martin vs Loiselle. 2237

RICHELIEU:

La Banque Provinciale du Canada vs
Larose. 2237

RIMOUSKI:

La Compagnie de Bois de Luceville Ltée
vs Lapiere. 2238

ROBERVAL:

Lalancette vs Perron. 2238

SAGUENAY:

Canadian Pittsburgh Industries, Ltd.
vs Thériault. 2239
Guimont vs Dubé. 2239
Guimont vs Duchaine. 2239

SAINT FRANCIS:

The Quebec Farm Loan Board vs
Lemay *et al.* 2240

37619-o